

État de l'Union

2025

*Des promesses
aux progrès:
première année de mandat*

Commission von der Leyen
2024-2029

Table des matières

Introduction: le choix de l'Europe 3

Une Union compétitive et prospère 6

Comblers le retard d'innovation — Choisir l'Europe pour la science, pour les entreprises et pour l'innovation	8
Élaborer un plan commun en faveur de la décarbonation et de la compétitivité	14
Faciliter l'activité des entreprises en Europe	19
Financer les possibilités de croissance de l'Europe	22
Doter les citoyens de moyens d'action et renforcer notre modèle social	25

Une Union sûre, prête à se défendre 30

Une ère nouvelle pour la défense européenne: Préparation à l'horizon 2030	32
Défendre une Ukraine libre et souveraine	35
Une Europe unie	39
Une Union préparée et résiliente	41
Une Europe sûre	47

Un partenaire mondial fiable 51

Une nouvelle ère de partenariats et d'accords commerciaux	52
Œuvrer pour la paix au Moyen-Orient et pour une région méditerranéenne prospère	56
Un acteur pour la paix et la solidarité dans le monde	57
Un défenseur de la coopération à l'échelle mondiale	60

Une Europe démocratique, dotée d'un budget adapté à l'avenir 63

Introduction: le choix de l'Europe

L'année dernière, **entre les 6 et 9 juin 2024, près de 200 millions d'Européens dans 27 pays** ont voté pour élire leurs représentants au Parlement européen. Ce scrutin a été le moment du **choix de l'Europe**.

Il a été caractérisé par le taux de participation le plus élevé en 20 ans. Cela confirme que les Européens sont attachés à notre Union et qu'ils attendent de sa part qu'elle relève les défis à venir. Telle est la mission que s'est donnée la nouvelle Commission: répondre aux attentes et aux aspirations de nos concitoyens.

Le monde qui nous entoure est plus conflictuel et plus concurrentiel qu'il ne l'a été au cours des dernières décennies. Les événements survenus depuis le début de l'année témoignent d'une nouvelle réalité géopolitique: l'ère de la concurrence entre grandes puissances est de retour. L'architecture de sécurité sur laquelle l'Europe a pu s'appuyer depuis la fin de la guerre froide ne va plus de soi.

De même, **la concurrence économique s'exacerbe et ne peut plus être considérée comme distincte des questions de sécurité.** La crise énergétique qui a résulté de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie et que nous avons maîtrisée en fournit un exemple. Nous le constatons également aujourd'hui dans le jeu de pouvoir transactionnel concernant les chaînes d'approvisionnement critiques et les relations commerciales. Ces pratiques ont des conséquences directes pour les entreprises européennes. Ces dernières demandent instamment d'être protégées contre la concurrence déloyale et nous

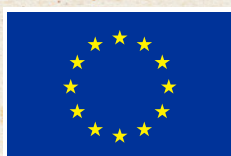
somment de mettre tout en œuvre pour créer un environnement propice à l'activité économique en Europe. L'Europe ne ménage pas ses efforts pour renforcer sa position de continent compétitif pour les industries traditionnelles et pour devenir un lieu encore plus attrayant pour les pionniers des technologies propres et de l'intelligence artificielle (IA). Les citoyens dans toute notre Union veulent que les mesures prises permettent d'agir sur **l'inflation**, sur le **coût de la vie**, sur les **prix de l'énergie**, sur la **crise du logement** et sur les effets croissants des **événements climatiques extrêmes**.

Tels sont les principaux défis que la nouvelle Commission von der Leyen s'emploie à relever depuis le début de son mandat le 1^{er} décembre 2024. Nous œuvrons en faveur d'une Europe forte et compétitive, dans le droit fil des **orientations politiques de la présidente von der Leyen pour 2024-2029**.



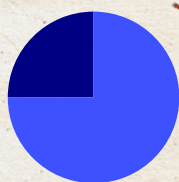
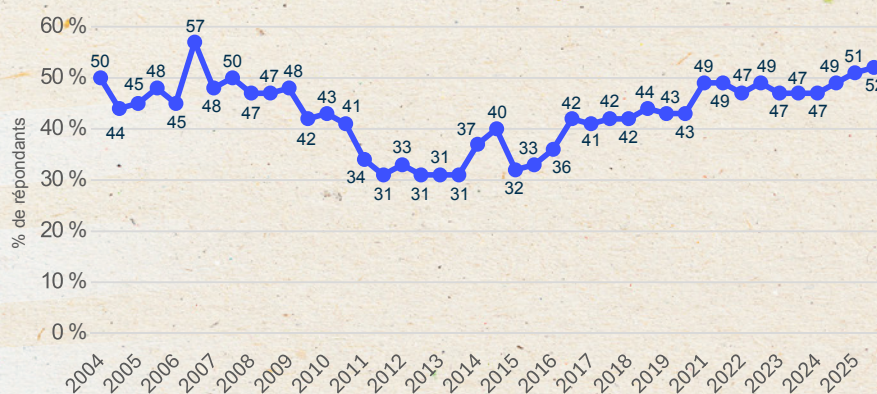
Selon l'Eurobaromètre, les Européens, notamment les jeunes, sont 52 % à accorder leur confiance à l'UE et à la Commission, soit le taux le plus élevé en 18 ans. Trois quarts des répondants (75 %) déclarent se sentir citoyens

de l'UE, soit le niveau le plus élevé en plus de deux décennies, et près de 7 répondants sur 10 (69 %) perçoivent l'UE comme un havre de stabilité dans un monde en crise.



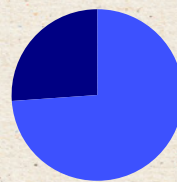
La confiance dans l'Union européenne a atteint son **plus haut niveau** en 18 ans.

Quel est votre degré de confiance dans l'Union européenne?



75 %

Trois quarts des répondants (75 %), soit le niveau le plus élevé en plus de vingt ans, déclarent **se sentir citoyens de l'UE**.



74 %

L'enquête Eurobaromètre a enregistré le **soutien le plus élevé jamais accordé à la monnaie unique**, tant au sein de l'UE (74 %) que dans la zone euro (83 %).

Source: Eurobaromètre standard 103.

Dans un environnement mondial de plus en plus instable, les efforts déployés par l'Europe pour se hisser à la première place de l'économie de demain commencent avant tout sur son sol. Nous avons présenté une **boussole pour la compétitivité**, qui met en avant une économie moderne et décarbonée. À l'écoute des entreprises, nous avons commencé à **simplifier les règles pour permettre à ces acteurs économiques d'exercer plus facilement leurs activités dans l'UE**, tout en maintenant nos objectifs sociaux et climatiques. Nous encourageons les scientifiques, les entreprises et les innovateurs du monde entier à **«Choisir l'Europe»** et à stimuler la croissance de celle-ci. Nous avons pris des mesures pour **assurer notre indépendance énergétique et le caractère abordable de l'énergie**. Nous **diversifions nos partenariats commerciaux et réduisons les dépendances excessives**. Nous investissons dans les compétences, dans le logement et dans le pilier social de notre économie sociale de marché. Nous nous employons également à assurer l'avenir de notre économie et de nos industries — les secteurs des technologies et de l'IA, les secteurs agricole, automobile et pharmaceutique, ainsi que l'industrie de la défense, notamment.

Nous avons pris des mesures concrètes pour réduire les dépendances malsaines et renforcer l'indépendance de l'Europe. Nous avons **renforcé notre réseau de partenaires fiables** et fait de l'Europe un pôle de stabilité dans le monde. Les partenaires à l'échelle planétaire — du Royaume-Uni à l'Inde et de l'Asie du Sud-Est à l'Amérique du Sud — se tournent vers l'UE qui fait figure de **partenaire prévisible, fiable et loyal** avec lequel il est possible de faire affaire.

Toutefois, **la paix et la sécurité sur notre continent sont une condition préalable essentielle de la prospérité**. L'Europe a bien compris qu'elle devait **assumer davantage de responsabilités pour sa propre défense**. À cette fin, nous avons proposé un plan intitulé **Préparation à l'horizon 2030** afin de stimuler les dépenses de défense nationales et de combler nos lacunes en matière de capacités militaires. De même, nous continuons à nous tenir fermement aux côtés des Ukrainiens face à la guerre d'agression menée par la Russie, en leur apportant un soutien politique, financier et militaire. Parce que **seule une paix juste et durable en Ukraine peut garantir la sécurité de l'Europe**.

Le monde change et nous devons en faire autant. C'est pourquoi nous avons proposé un **budget de l'UE à long terme modernisé** pour le cycle qui débutera en 2028. **Ce budget sera plus ambitieux, plus flexible**, nous permettant de mieux réagir aux crises émergentes, **plus cohérent** par rapport à nos priorités et **plus simple** pour que les particuliers et les entreprises puissent en bénéficier. Il sera un **garde-fou de l'état de droit au sein de notre Union européenne**.

Il s'agit d'un moment crucial de l'histoire européenne. Aujourd'hui plus que jamais, l'Europe doit se concentrer sur ses propres atouts. L'Europe, cependant, a toujours montré que, **lorsqu'elle est unie, elle est capable de surmonter n'importe quelle crise**. Il est temps de faire le choix de la force, le choix de l'unité, le choix de l'Europe.



Une Union compétitive et prospère

Le monde est entré dans **une ère nouvelle, caractérisée par une concurrence géo-économique acharnée**. Les grandes économies se disputent l'accès aux matières premières, aux nouvelles technologies et aux routes commerciales mondiales. De l'IA aux technologies propres et des technologies quantiques à l'espace, la course est lancée. Au fur et à mesure que cette concurrence s'intensifie, le recours aux contrôles des exportations, aux droits de douane et aux sanctions se fait plus fréquent. On ne saurait sous-estimer les effets de ces nouvelles réalités sur une économie ouverte comme celle de l'UE.

Il y va de la prospérité de l'Europe et de la qualité de vie sur son territoire. Dans la course économique mondiale, notre Union doit passer à la vitesse supérieure, en protégeant ses citoyens et ses entreprises contre les effets des mesures économiques hostiles et en donnant aux uns et aux autres les moyens d'être plus compétitifs. Cette dimension est au cœur des actions de la Commission von der Leyen.

L'Europe a tous les atouts en main pour retrouver son avantage concurrentiel.

Nous sommes numéro un dans de nombreux secteurs orientés vers l'avenir, comme les technologies propres. Nous sommes un partenaire mondial attrayant avec lequel les pays veulent faire affaire. Dotés de normes sociales et environnementales élevées, nous sommes fermement résolus à devenir le premier continent neutre pour le climat au monde. Plus important encore, nos sociétés, qui se caractérisent par un degré élevé d'égalité, sont solides et se composent de personnes talentueuses, novatrices et travailleuses.

Or nos entreprises et nos travailleurs se heurtent encore à trop d'obstacles, qu'il s'agisse des prix élevés de l'énergie ou de charges réglementaires excessives. L'année dernière, le professeur Mario Draghi a recensé, à la demande de la présidente von der Leyen, les plus importants de ces obstacles dans son **rapport sur l'avenir de la compétitivité européenne**. Ce rapport a mis en évidence, entre autres obstacles, un cercle vicieux de faibles niveaux d'investissement et d'innovation.

Par ailleurs, la **présidente von der Leyen a mené des dialogues stratégiques** avec des représentants des secteurs économiques essentiels, dont les secteurs automobile, sidérurgique, chimique, pharmaceutique et celui de la défense. Ces dialogues ont permis d'identifier certains obstacles rencontrés par ces secteurs et de définir les moyens d'y remédier. Voilà une Commission qui est à l'écoute des entreprises et des travailleurs européens et qui répond à leurs préoccupations.

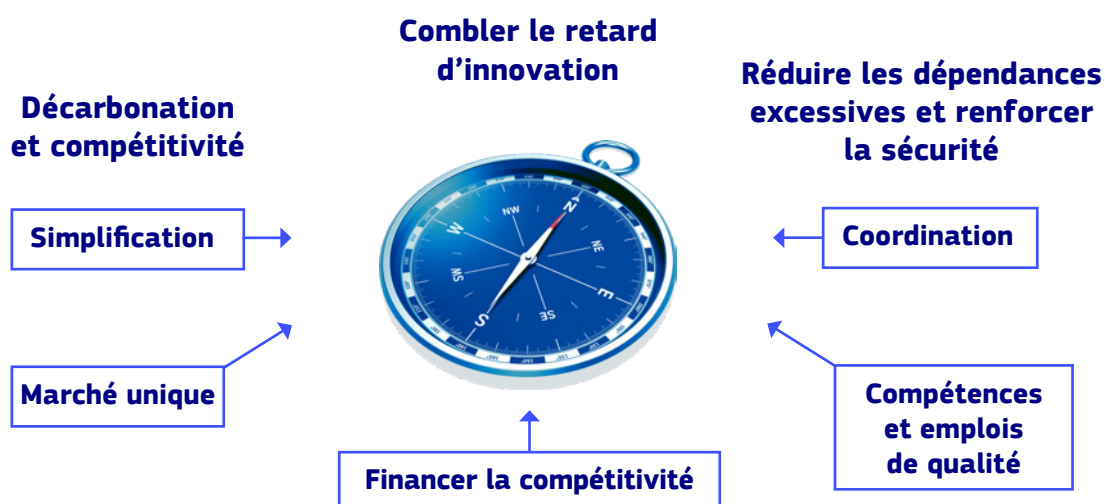
Parallèlement à ces vastes consultations et sur la base des recommandations formulées dans le rapport Draghi, la Commission a présenté une **boussole pour la compétitivité** afin d'orienter ses travaux dans les années à venir.

Premièrement, la boussole a pour objet de **combler le retard d'innovation**. Deuxièmement, elle expose **une feuille de route commune pour la décarbonation et la compétitivité**, qui façonne notre **pacte pour une industrie propre**. Troisièmement, l'Union doit **réduire les dépendances excessives**, ce qui est une question de **sécurité comme de compétitivité**. Pour accompagner ces objectifs, la boussole pour la compétitivité recense

plusieurs **catalyseurs essentiels**: simplifier les règles et réduire les charges; supprimer les obstacles au sein du marché unique; ériger une union de l'épargne et des investissements; investir dans les compétences; et mieux coordonner les politiques entre les niveaux européen et national.

Nous sommes en marche. Guidée par la boussole pour la compétitivité, **la Commission trace la voie vers la prospérité**.

BOUSSOLE POUR LA COMPÉTITIVITÉ



Nous pouvons faire face à la concurrence mondiale grâce à des bases solides:

- notre marché unique représente **17 % du PIB mondial**;
- **10 000 milliards d'euros d'épargne** détenus sous forme de dépôts bancaires;
- des accords commerciaux avec **76 partenaires commerciaux**;
- **notre PIB est aujourd'hui supérieur de 5 %** à celui enregistré avant la pandémie de COVID-19;
- depuis 2019, **près de 10 millions de personnes supplémentaires occupent un emploi**, malgré une guerre faisant rage à nos portes.



Comblar le retard d'innovation — Choisir l'Europe pour la science, pour les entreprises et pour l'innovation

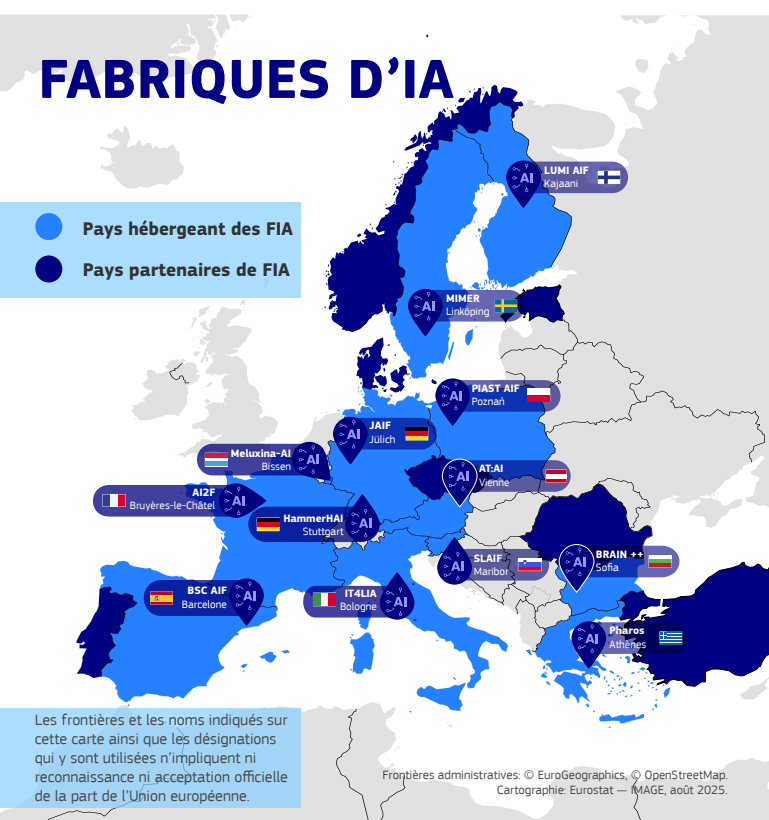
Depuis des siècles, **l'Europe est une terre d'innovation, d'entreprise et de liberté scientifique**. La part de l'Europe dans le nombre de demandes de brevets déposées à l'échelle mondiale est comparable à celles, respectivement, des États-Unis et de la Chine, même si un tiers seulement de ces demandes aboutissent à une exploitation commerciale. Nous sommes pratiquement aussi doués que les États-Unis pour la création de jeunes pousses mais, en ce qui concerne les entreprises en expansion, nous sommes distancés par nos concurrents. Afin de combler cet écart, nous plaçons la recherche et l'innovation, ainsi que la science et la technologie, au cœur de notre économie.

L'Europe doit être le berceau de la prochaine vague de technologies de pointe, à commencer par l'IA. La course à l'IA débute à peine et la première place mondiale est toujours à prendre. L'UE a la capacité de faire la course en tête grâce à sa propre marque européenne d'IA, créant des applications sectorielles et exploitant sa puissance au service de la productivité et de l'humain.

À la suite des travaux réalisés ces dernières années avec l'adoption du règlement sur l'IA, le développement d'un puissant réseau de supercalculateurs et la création d'espaces européens communs des données, la Commission élève ses ambitions. Depuis décembre 2024, **13 sites répartis sur l'ensemble du territoire européen ont été sélectionnés pour accueillir la construction de fabriques d'IA (FIA)**. Ces dernières réuniront les supercalculateurs de l'UE, d'importantes ressources de données, des infrastructures d'entraînement, des universités, de jeunes entreprises et du capital humain afin de créer un environnement d'innovation puissant qui repousse les limites de la technologie.

Le développement des infrastructures nécessite des investissements. En février, lors du sommet de Paris sur l'IA, la présidente **von der Leyen** a annoncé l'initiative **InvestAI**, qui visera à mobiliser des investissements privés et publics dans l'IA d'un **montant maximal de 200 milliards d'euros**.

En avril, la Commission a présenté le **plan d'action pour un continent de l'IA**. Au cœur de ce plan réside l'ambition de s'appuyer sur les fabriques d'IA et d'ériger des **giga-fabriques d'IA**. Ces dernières seront équipées de **plus de 100 000 processeurs d'IA avancés**. Nous avons déjà reçu 76 manifestations d'intérêt au total, proposant la création de giga-fabriques d'IA dans 16 États membres sur 60 sites différents.





Anna-Maria Halacheva est doctorante à l'INSAIT, institut de recherche situé en Bulgarie. Étoile montante de l'IA, elle a figuré dans le «30 Under 30» 2024 publié par l'édition bulgare du magazine *Forbes*, ce classement des 30 jeunes de moins de 30 ans au talent jugé prometteur. Âgée de 25 ans, elle mène des recherches novatrices à la croisée de la vision par ordinateur en 3D et de la robotique, en se concentrant sur la manière dont des robots autonomes peuvent comprendre leur environnement et interagir avec celui-ci. Anna-Maria et son équipe sont attachées à la recherche ouverte, qui favorise la collaboration et l'innovation à l'échelle mondiale. Anna-Maria est, en outre, bénéficiaire de la bourse Google DeepMind, attribuée aux chercheuses les plus talentueuses en matière d'IA et de technologies de rupture. L'INSAIT, en collaboration avec Sofia Tech Park, a obtenu de l'UE 90 millions d'euros de financement pour établir une fabrique d'IA, ce qui permettra à Anna-Maria et à ses collègues de réaliser d'autres avancées révolutionnaires.

.lumen, société roumaine à fort contenu technologique, a créé des lunettes qui, grâce à une IA avancée, donnent aux personnes malvoyantes les moyens de vivre mieux. Ces lunettes font office de chien-guide virtuel grâce à l'interface de retour haptique conçue par .lumen, qui produit une vibration sur le front de l'utilisateur. .lumen a reçu un financement de 9,7 millions d'euros de la part du Conseil européen de l'innovation, ce qui a permis à l'entreprise de développer sa technologie révolutionnaire. Cornel Amariei, fondateur de .lumen, a déclaré que «sans l'UE, .lumen n'existerait pas aujourd'hui».



© Cornel-Marian Amariei, 2025

STRATÉGIE QUANTIQUE DE L'UE

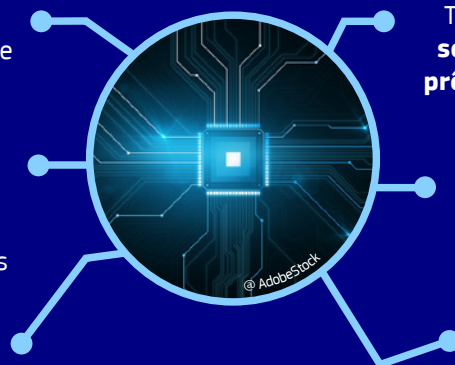
La stratégie quantique de l'UE vise à faire de l'Europe un acteur mondial de premier plan dans le domaine quantique d'ici à 2030.

LES POINTS FORTS DE L'EUROPE

Prééminence scientifique:
niveau d'expertise digne des prix Nobel

11 milliards d'euros investis
par l'UE et les États membres au cours des cinq dernières années

Écosystème dynamique
de jeunes pousses et PME quantiques florissantes



PRINCIPAUX OBJECTIFS

Transformer les **découvertes scientifiques** en **applications prêtes à être commercialisées**

Renforcer la sécurité et la souveraineté technologique de l'Europe

Maintenir la prééminence scientifique de l'Europe

Parallèlement à l'IA, les **technologies quantiques** promettent de révolutionner la manière dont le monde appréhende les tâches complexes, des avancées pharmaceutiques à la sécurisation des infrastructures critiques. En juillet, la Commission a présenté sa **stratégie quantique**, dont l'objectif est de **faire de l'Europe un acteur de premier plan dans le domaine des technologies quantiques d'ici à 2030** en permettant des travaux de recherche plus importants, en renforçant les écosystèmes quantiques, en promouvant davantage d'investissements privés et en soutenant le développement des compétences quantiques sur notre continent.

Nous voulons en outre que l'UE repousse les frontières et devienne une pionnière de l'espace. Comme indiqué dans sa communication intitulée **Une vision pour l'économie spatiale**, présentée en juin, la Commission travaillera, au sein d'une nouvelle **«Équipe Europe pour l'espace»**, avec les États membres, l'Agence spatiale européenne et l'Agence de l'Union européenne pour le programme spatial afin de consolider les capacités et de développer la compétitivité de l'UE dans le domaine spatial.

La science demeure le moteur du progrès et de la croissance pour nos sociétés. Or, dans le monde d'aujourd'hui, son rôle est soudainement remis en question. En Europe, **nous plaiderons toujours en faveur de la science**. Nous sommes convaincus de la nécessité de la recherche fondamentale et de la possibilité de ses applications dans le quotidien. C'est pourquoi nous voulons que les scientifiques, les investisseurs et les innovateurs choisissent l'Europe.

En mai, la présidente **von der Leyen** a présenté les premiers éléments de la nouvelle **stratégie «Choisir l'Europe»** à l'université de la Sorbonne. Cette stratégie est axée sur le fait de préserver la liberté de la science et d'attirer les meilleurs scientifiques du monde entier pour que ceux-ci nous aident à innover ici, en Europe. Cette entreprise se traduit par un nouveau train de mesures de **500 millions d'euros entre 2025 et 2027**.

L'initiative «Choisir l'Europe» vise également à faire passer l'innovation **de la conception à la commercialisation** et à créer de nouveaux débouchés commerciaux. Le but est de faire de l'Europe le meilleur endroit pour innover, comme pour créer des entreprises axées sur les technologies et les faire croître.



**LIBERTÉ D'EXPLORER,
DE FAIRE DE LA RECHERCHE
ET D'INNOVER.**

L'Europe offre:

la stabilité du financement public et des carrières de chercheur;
la liberté académique et l'excellence scientifique;
une qualité de vie élevée (soins de santé, éducation et pensions);
une collaboration au-delà
des frontières.



500 millions d'euros
pour 2025-2027
afin de faire de
l'Europe un pôle
d'attraction pour
les chercheurs

230 millions d'euros pour attirer
les chercheurs de haut niveau dans
les universités dotées d'un potentiel

**2 millions d'euros supplémentaires
par chercheur** pour couvrir les frais
de déménagement et les coûts
de démarrage

Soutien à des **perspectives** d'emploi
à **plus long terme**



Plus de 60
régimes de financement
disponibles en ligne
dans toute l'UE

Horizon Europe

Le plus grand programme
de recherche international
au monde doté d'un budget
de **93,5 milliards d'euros**





La Dr Martha C. Mayorquín-Torres, scientifique mexicaine qui fait de la recherche sur des ressources renouvelables destinées à des applications pharmaceutiques, s'est installée en Belgique en quête de meilleures conditions de recherche. Elle travaille actuellement à l'université de Gand sur le projet TransPharm, qui est financé par le programme Horizon Europe. Ses travaux de recherche portent sur des ingrédients pharmaceutiques actifs développés à partir de ressources plus propres et davantage renouvelables, tout en poursuivant l'objectif de rendre les processus de fabrication pharmaceutique plus durables. À l'instar de nombreux autres scientifiques et chercheurs, Martha a choisi l'Europe.

Afin d'alimenter cette dynamique, la Commission a présenté sa **stratégie en faveur des jeunes pousses et des entreprises en expansion**. Les jeunes pousses et les entreprises en expansion sont essentielles à l'avenir de l'Europe. Elles favorisent l'innovation et la croissance durable, créent des emplois de qualité, attirent les investissements et sont à l'origine de nouveaux marchés sur lesquels l'UE peut être le numéro un.

Par ailleurs, la **stratégie pour les sciences du vivant** vise à optimiser la recherche dans le domaine des organismes et des systèmes vivants ainsi que le lien entre les uns et les autres. Cette stratégie, qui est décisive pour la compétitivité européenne, a pour finalité de permettre à de telles innovations d'accéder rapidement au marché et d'être adoptées au plus vite par les entreprises.

STRATÉGIE DE L'UE EN FAVEUR DES JEUNES POUSSES ET DES ENTREPRISES EN EXPANSION



Favoriser un environnement propice à l'innovation

Améliorer le financement en faveur des jeunes pousses et des entreprises en expansion



Soutenir l'adoption des jeunes pousses par le marché et l'expansion de celles-ci

Attirer et retenir les meilleurs talents



Faciliter l'accès aux infrastructures, aux réseaux et aux services



Le choix de l'Europe est sans ambiguïté. Nous choisissons de placer la recherche et l'innovation, ainsi que la science et la technologie, au cœur de notre économie. Nous choisissons d'être le continent où l'innovation est au service de l'humain; où les talents du monde entier sont les bienvenus. Nous choisissons d'entamer une nouvelle ère d'invention et d'ingéniosité.

STRATÉGIE POUR LES SCIENCES DU VIVANT

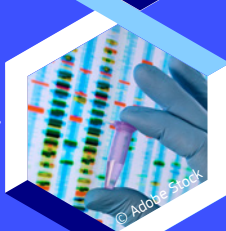
Soutien aux thérapies innovantes

Coordonner, avec les États membres, le développement de centres d'excellence



Plan d'investissement pour la recherche clinique

Faciliter le financement des essais cliniques multinationaux



Initiative en faveur du microbiome dans le cadre de l'approche «Une seule santé» (*)

Faire de l'UE un innovateur d'envergure mondiale en matière de solutions basées sur le microbiome



Évolution de carrière dans le domaine des sciences du vivant grâce à l'initiative «Choisir l'Europe»

Attirer et retenir les talents en synergie avec les activités des États membres



Acte législatif européen sur les biotechnologies

Favoriser l'innovation par la simplification des règles et par l'adoption de mesures de soutien



Interface pour les investisseurs dans le domaine des sciences du vivant

Mettre en relation les jeunes pousses, l'industrie et les investisseurs

(*) L'approche «Une seule santé» reconnaît l'interconnexion des santés humaine, animale et environnementale.

Élaborer un plan commun en faveur de la décarbonation et de la compétitivité

L'Europe, qui est à la pointe de la course aux technologies propres, a tous les atouts nécessaires pour prospérer dans une économie décarbonée. Nous disposons d'une main-d'œuvre talentueuse, d'excellentes infrastructures et d'une feuille de route claire vers la neutralité climatique. L'année dernière, les émissions du secteur de l'énergie ont diminué de près de 10 %, tandis que la consommation d'énergie n'a augmenté que de 1 %. Sont implantées dans l'UE quelque 30 % des sociétés innovantes expertes dans la technologie des électrolyseurs à l'échelle mondiale, 20 % des sociétés actives dans le domaine du captage et du stockage du carbone et 40 % des entreprises spécialisées dans les technologies éoliennes et des pompes à chaleur.

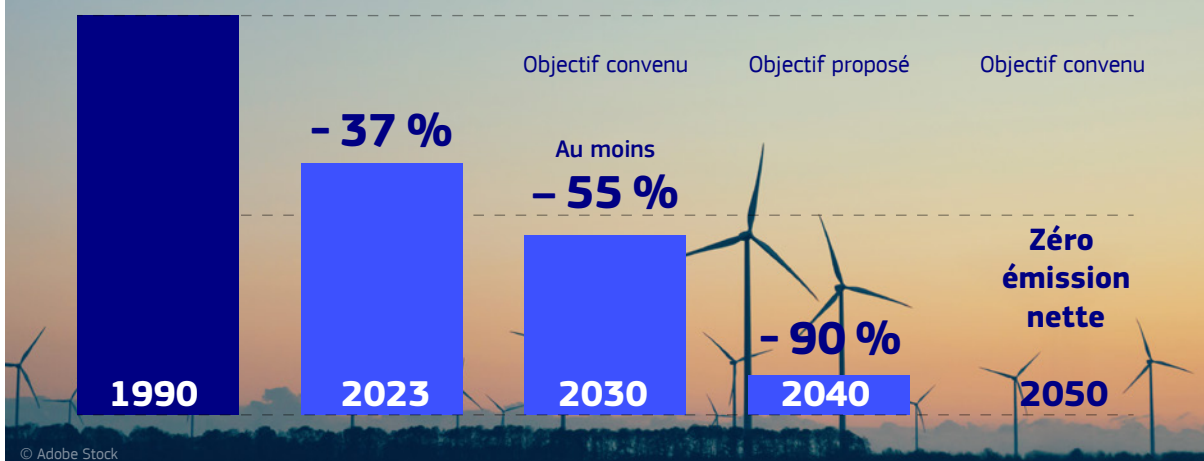
L'Europe maintient le cap. Nous sommes en passe d'atteindre notre objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 55 % d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 1990. À présent, nous avons proposé **un objectif de réduction des émissions de 90 % à l'horizon 2040**, afin de satisfaire, d'une manière pragmatique, aux obligations prévues par notre loi sur le climat, donnant ainsi à nos industries la prévisibilité nécessaire pour planifier leurs investissements.

Dans le même temps, la réussite d'une transition propre passe par une flexibilité et une agilité accrues ainsi que par un partenariat solide avec les particuliers et les entreprises. Nous devons miser sur nos points forts traditionnels: nos industries, nos petites et moyennes entreprises (PME), nos innovateurs et nos travailleurs. La Commission veut que l'UE domine l'économie du futur tout **en conservant son avance dans les secteurs qui l'ont fait prospérer.**

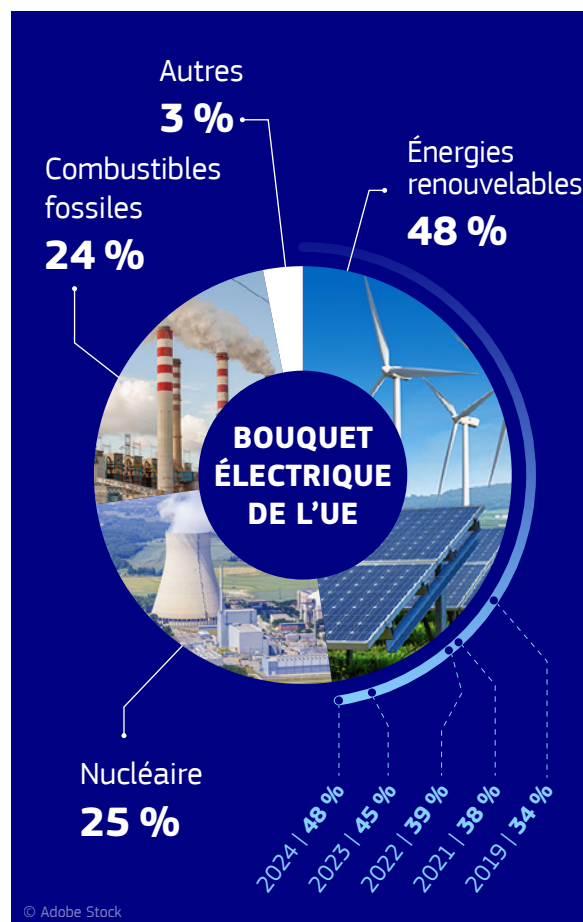
Aussi la Commission a-t-elle présenté en février un plan d'affaires en faveur de la compétitivité et de la décarbonation, le **pacte pour une industrie propre**, axé sur les industries à forte intensité énergétique et sur les technologies propres.

Les **industries à forte intensité énergétique**, telles que les industries chimique, sidérurgique et cimentière, sont des secteurs compétitifs et créateurs d'emplois pour l'économie européenne. Elles connaissent aujourd'hui un ralentissement en raison des coûts élevés de l'énergie et de la concurrence déloyale au niveau mondial. Les **technologies propres**, comme l'hydrogène ainsi que les énergies éolienne et solaire, jouent, de façon concomitante, un rôle central dans la transformation que ces industries doivent effectuer. Au fur et à mesure que la course mondiale à la maîtrise de ces technologies s'accélère et se durcit, **l'Europe doit s'adapter rapidement.**

RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE DE L'UE



Hybrid Greentech, société danoise fondée par Rasmus Rode Mosbæk, a mis au point une plateforme logicielle de pointe permettant la gestion intelligente du stockage de l'énergie. Ce projet, soutenu par InvestEU, a remporté le Green Power Award 2024 et est devenu un modèle européen de la manière dont la technologie, le climat et les entreprises peuvent s'associer.



Le pacte pour une industrie propre vise à **faire baisser les prix de l'énergie**, qui demeurent trop élevés pour certains secteurs. Il vise également à **stimuler la demande en produits propres** en créant des marchés pilotes et en favorisant l'adoption de ces produits dans les marchés publics. Il **aidera les entreprises à financer leur transition propre** grâce à une **Banque pour la décarbonation de l'industrie dont l'objectif sera de mobiliser 100 milliards d'euros de financement**. Pour finir, il **permettra d'améliorer la circularité** en vue de l'acquisition des matières premières dont nous avons besoin.

Afin de renforcer ce pacte, la Commission a adopté, en juin, l'**encadrement des aides d'État dans le cadre du pacte pour une industrie propre**, qui simplifiera les règles permettant aux États membres d'accorder un soutien public en vue d'atteindre les objectifs de ce pacte.

Le **plan d'action pour une énergie abordable**, adopté en même temps que le pacte pour une industrie propre, s'attaque aux coûts élevés de l'énergie qui freinent notre compétitivité. Ce plan prévoit notamment des mesures visant à réduire les taxes nationales sur l'électricité; à soutenir l'adoption de contrats de fourniture d'électricité de longue durée et de solutions économes en énergie; et à rechercher des fournisseurs fiables de gaz naturel liquéfié. D'après la Commission, ces mesures pourraient permettre aux consommateurs et aux entreprises d'économiser **jusqu'à 45 milliards d'euros cette année et jusqu'à 260 milliards d'euros par an d'ici à 2040**.

Afin de concrétiser sa double ambition de décarboner l'Europe tout en stimulant sa compétitivité, la Commission s'implique fortement auprès des parties prenantes sur le terrain: entrepreneurs, agriculteurs, travailleurs et capitaines d'industrie. Dans le prolongement de nos dialogues stratégiques avec les secteurs économiques essentiels, la Commission a présenté un **plan d'action pour l'acier et les métaux**, un **plan d'action industriel en faveur du secteur automobile européen** et un **plan d'action sur les produits chimiques**. Nous voulons supprimer les entraves qui retiennent encore nos entreprises, de sorte que l'Europe puisse être non seulement un continent d'innovation industrielle, mais aussi de production industrielle.

Le pacte pour une industrie propre permettra de mobiliser plus de **100 milliards d'euros** pour soutenir la fabrication, dans l'UE, de produits propres ainsi que la transition propre.



Un système énergétique plus propre, plus intelligent et plus flexible permettra d'**économiser jusqu'à 45 milliards d'euros en 2025, et jusqu'à 260 milliards d'euros par an d'ici à 2040**.



Les îles grecques d'Agios Efstratios et de Chalki deviennent des modèles de neutralité climatique et d'autonomie énergétique, alliant énergies renouvelables, mobilité électrique et services publics numériques grâce aux fonds provenant de NextGenerationEU et de la politique de cohésion. Malgré leur petite taille — respectivement 250 et 500 habitants environ — et les difficultés inhérentes aux espaces insulaires, elles consentent un effort supplémentaire et montrent la voie vers un avenir plus propre.

Nos plans en faveur d'une Europe plus compétitive ne se limitent pas au secteur industriel. Nos agriculteurs sont les garants tant de notre **souveraineté alimentaire**, avec des produits sûrs et de qualité qui sont une expression de notre mode de vie européen depuis des générations, que de la sécurité alimentaire dans le monde. **Ils ont fait de l'UE une puissance agricole et alimentaire.**

Mais aux prises ces dernières années avec d'immenses difficultés, telles que la hausse des coûts des intrants, les phénomènes météorologiques extrêmes et une situation géopolitique complexe, **nos agriculteurs ont besoin d'aide.**

En janvier, la Commission a institué le **conseil européen de l'agriculture et de l'alimentation**, sur le fondement des recommandations formulées à l'occasion du dialogue stratégique sur l'avenir de l'agriculture mené l'année dernière, qui conseillera la Commission et favorisera une culture de dialogue et de confiance.



© Enda O'Dowd, 2023

Sophie Bell, 26 ans et originaire de Cavan, en Irlande, fait partie de la troisième génération d'agriculteurs; par son engagement sur les médias sociaux, elle encourage une nouvelle génération de jeunes femmes à se lancer dans l'agriculture, plaide la cause des jeunes agriculteurs et met en lumière le renouvellement des générations. Elle a bénéficié d'un financement de la politique agricole commune et, en décembre 2024, elle a participé au 10^e Congrès européen des jeunes agriculteurs.

Puis en février 2025, la Commission a présenté sa communication intitulée **Une vision pour l'agriculture et l'alimentation. Cette vision montre à nos agriculteurs que nous les épaulons** car nous rendons l'agriculture européenne plus compétitive et faisons en sorte que celle-ci soit en plus grande harmonie avec la nature. Elle énonce des mesures visant à assurer aux agriculteurs de meilleurs revenus pour la vente de leurs produits; à combattre la concurrence déloyale venant de l'extérieur de l'UE en se concentrant sur la mise en conformité des produits agricoles importés avec nos propres normes de production; et à préserver les zones rurales en tant que lieux de vie et de travail dynamiques et attrayants pour les générations actuelles et futures d'agriculteurs.

LA VISION POUR L'AGRICULTURE ET L'ALIMENTATION

- Vise à la création d'un secteur agroalimentaire compétitif, résilient, équitable et pérenne d'ici à 2040.
- Le secteur génère **900 milliards d'euros** par an (*) et procure quelque **30 millions d'emplois**.



De fait, les trois quarts des entreprises en Europe dépendent, d'une manière ou d'une autre, de la nature. C'est en préservant dès à présent cette nature que nous éviterons, par la suite, des problèmes à nos entreprises. La Commission a proposé une feuille de route visant à développer les **crédits «nature»**, qui incitent les secteurs tant privé que public à œuvrer pour la restauration et la préservation de la nature. Ces crédits «nature» peuvent permettre de dynamiser la biodiversité et de préserver les habitats tout en générant des revenus pour celles et ceux qui protègent la nature et pour les investisseurs.

Un projet de volontariat dans le cadre du corps européen de solidarité a rassemblé six jeunes volontaires originaires de France, d'Allemagne, de Pologne, d'Italie et de Grèce dans la région viticole d'Amarante, au Portugal. Ces jeunes se sont impliqués dans la communauté locale, en aidant les agriculteurs biologiques, en animant dans les écoles des ateliers sur le commerce équitable, en prêtant leur concours aux institutions sociales et en organisant des manifestations culturelles.



Faciliter l'activité des entreprises en Europe

Il est essentiel, pour notre prospérité, de mettre de l'ordre dans nos propres affaires et de faciliter l'activité des entreprises ici même, en Europe. Cette simplification est cruciale pour la compétitivité de l'Europe, comme l'ont souligné l'ensemble des secteurs dans le cadre des dialogues stratégiques que nous avons menés. Tous considèrent que les pressions de nature réglementaire — lourdeur des obligations déclaratives, chevauchement des réglementations et complexité des exigences — constituent des charges substantielles. La Commission a entendu leur appel et agit en conséquence.

Le programme de travail de la Commission pour 2025 est tout entier consacré à la simplification. À ce jour, nous avons présenté six **trains de mesures de simplification** afin de lever les obstacles à la compétitivité dans différents secteurs. Ces mesures visent à **soutenir celles et ceux qui créent de la valeur en Europe** et à montrer au monde que **l'Europe prend cette question très au sérieux**.

Les premiers trains de mesures ont été présentés en février. Ils mettent l'accent sur la **simplification des obligations prévues par l'UE concernant la publication d'informations en matière de durabilité et le devoir de vigilance pour l'ensemble des entreprises**, et tout particulièrement pour les PME. Ils simplifient également l'application du **mécanisme d'ajustement carbone aux frontières**: 90 % des importateurs, qui représentent moins de 1 % du volume des importations et des émissions qui y sont associées, en sont exemptés. Cette modification a une incidence minime sur le climat. Mais ses retombées positives pour les PME sont énormes.

Deux autres trains de mesures de simplification ont été adoptés en mai. L'un concerne les **agriculteurs et les autorités nationales compétentes en matière d'agriculture**. L'objectif est de simplifier les versements effectués en faveur des agriculteurs, de rationaliser les contrôles en se fondant sur la technologie et de faire davantage confiance aux agriculteurs quant au respect de certaines conditions de financement.

L'autre train de mesures de simplification adopté en mai vise les PME. La Commission y définit une nouvelle catégorie d'entreprises: les **petites entreprises à moyenne capitalisation**. Ces

entreprises emploient entre 250 et 750 personnes. Elles réalisent un chiffre d'affaires annuel inférieur à 150 millions d'euros ou comptent moins de 129 millions d'euros d'actifs au total. **Environ 38 000 entreprises de l'UE entreront dans cette nouvelle catégorie**. Elles pourront développer leurs activités sans devoir faire face à une augmentation soudaine de leurs obligations de conformité.

Un cinquième train de mesures de simplification a été présenté en juin, qui porte sur le soutien accordé aux États membres de l'UE et à l'industrie de la défense en vue du **renforcement des capacités de défense**. Ce train de mesures prévoit l'introduction d'un **régime d'autorisation accéléré**, qui permettrait de réduire la durée de la procédure d'autorisation **de plusieurs années à 60 jours**.

En juillet, la Commission a présenté son sixième train de mesures de simplification, qui porte cette fois sur les **produits chimiques**. Les mesures proposées **simplifieront les règles d'étiquetage des produits chimiques dangereux, apporteront des éclaircissements sur la réglementation applicable aux produits cosmétiques et faciliteront l'enregistrement des fertilisants**.

Selon les estimations de la Commission, ces efforts de simplification permettront aux entreprises, aux industries, aux agriculteurs et aux autorités nationales d'économiser **plus de 8 milliards d'euros** de coûts administratifs annuels. Ils inciteront en outre les entreprises à développer leurs activités, à s'étendre, à innover, à investir et à devenir plus compétitives.



Plus de **8 milliards d'euros** d'économies sur les coûts administratifs annuels

Six grands trains de mesures de simplification proposés à ce jour par la Commission

Objectif: réduire les charges administratives

d'au moins 25 % pour toutes les entreprises

et de 35 % pour les PME

d'ici à la fin du présent mandat.



À la date du mois d'août, nous avons également organisé **28 dialogues sur la mise en œuvre**, au cours desquels les membres du collège débattent avec les parties prenantes dans leur domaine de compétence et écoutent de quelle manière ils viennent à bout de la mise en œuvre des règles de l'Union, recensent les pertes d'efficacité et recherchent des possibilités de simplification.

Par ailleurs, **l'initiative relative à la TVA à l'ère numérique**, une fois qu'elle aura été entièrement mise en œuvre, simplifiera la vie des entreprises en facilitant les déclarations afférentes aux échanges transfrontières grâce à la facturation électronique. Elle allégera **de plus de 4 milliards d'euros par an** les coûts de mise en conformité des opérateurs économiques de l'UE, tout en réduisant la fraude à la TVA.

Alors que les obstacles commerciaux sont de plus en plus importants dans le monde, notre marché unique constitue une sphère de sécurité pour les entreprises européennes, un endroit où elles peuvent se développer suffisamment pour pouvoir se lancer sur les marchés mondiaux. La vitalité du marché unique est pourtant entravée par des barrières nationales trop nombreuses et par une fragmentation et une bureaucratie excessives.

Pour y remédier, la Commission a présenté en mai une **stratégie pour le marché unique**, axée sur les **dix obstacles les plus préjudiciables et les plus persistants**. Le marché unique a été créé dans le but d'éliminer les barrières entre nos pays, de supprimer les droits de douane et autres taxes et de faciliter l'activité économique en Europe. Trente ans après sa création, nous revenons enfin à cette idée, afin d'honorer la promesse de notre marché unique.

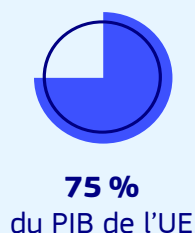


QUELS DÉFIS POUR LE MARCHÉ UNIQUE?

Une faible croissance de la productivité, avoisinant **1 %**

Une **stagnation de la compétitivité internationale** de l'UE

LE RÔLE CLÉ DU SECTEUR DES SERVICES



Les échanges de services intra-UE **ne dépassent pas** les échanges de services avec le reste du monde.



PRINCIPALES MESURES DE DÉMANTÈLEMENT DES DIX OBSTACLES LES PLUS PRÉJUDICIALES AU SEIN DU MARCHÉ UNIQUE

Face aux nouveaux obstacles auxquels est confronté le commerce international, l'Europe doit impérativement supprimer les barrières qui subsistent au sein du marché unique. En contrariant la libre circulation des biens et des services, ces barrières restreignent les échanges et les investissements transfrontières. L'élimination des dix obstacles les plus préjudiciables aux échanges facilitera et simplifiera le commerce au sein du marché unique, qui est le premier atout de l'Europe.



Des procédures de création et de gestion d'entreprise compliquées

- Instauration d'un 28^e régime en matière de droit des sociétés de l'UE
- Révision de la recommandation de la Commission sur les transmissions d'entreprises



Complexité excessive des règles de l'UE

- Réduction des charges administratives inutiles répertoriées dans les propositions de simplification
- Simplification et rationalisation du cadre régissant les marchés publics de l'UE



Retards importants dans l'élaboration de normes

- Révision du règlement sur la normalisation
- Autorisation, pour la Commission, de définir des spécifications communes en fonction des besoins



Règles obsolètes applicables aux produits, et non-conformité des produits

- Meilleure coordination des autorités de l'UE et des autorités nationales responsables des douanes et de la surveillance des marchés, et création éventuelle d'une autorité de surveillance des marchés au niveau de l'UE
- Création d'un cadre juridique pour les produits reconditionnés et réparés
- Renforcement des exigences applicables aux organismes d'évaluation de la conformité notifiés



Lourdeur des procédures de détachement temporaire de travailleurs

- Promouvoir l'adoption de la déclaration électronique pour les travailleurs détachés, et la coordination en matière de sécurité sociale
- Faciliter le détachement transfrontière de travailleurs à titre temporaire
- Piloter et déployer le passeport européen de sécurité sociale (ESSPASS)



Appropriation insuffisante par les États membres

- Désignation dans chaque État membre d'un représentant de haut niveau («Sherpa») chargé d'y promouvoir l'application des règles du marché unique
- Organisation de réunions politiques à haut niveau du groupe de travail sur le respect de l'application des règles du marché unique (SMET)
- Renforcement des mécanismes préventifs au niveau de l'UE



Reconnaissance limitée des qualifications professionnelles

- Rendre cette reconnaissance plus rapide et plus efficace à l'aide d'outils numériques et de procédures automatiques
- Réfléchir à des règles communes de reconnaissance des qualifications des ressortissants de pays tiers



Règles fragmentées en matière d'emballage, d'étiquetage et de déchets

- Mettre en œuvre le passeport numérique des produits pour assurer l'étiquetage numérique et la conformité des produits
- Harmoniser et simplifier les régimes de responsabilité élargie des producteurs (REP) pour les produits en fin de vie



Des réglementations nationales restrictives et divergentes en matière de services

- Faciliter la prestation temporaire de services transfrontières, éventuellement en harmonisant les systèmes d'autorisation et de certification des services
- Répondre aux problèmes de certains secteurs de services tels que la construction, le commerce de détail, les services de livraison et les services aux entreprises et à l'industrie



Restrictions territoriales de l'offre (RTO)

- Mettre au point des outils de lutte contre les restrictions territoriales de l'offre qui sont injustifiées mais ne relèvent pas de situations déjà interdites par le droit de la concurrence

Financer les possibilités de croissance de l'Europe

L'Europe abrite de nombreuses entreprises innovantes aux idées révolutionnaires. Mais ces entreprises **doivent avoir les moyens de leurs ambitions**. La fragmentation des marchés financiers de l'UE empêche les entreprises d'accéder au financement, ce qui les incite parfois à s'installer ailleurs.

Dans le même temps, les épargnants souhaiteraient avoir de meilleures possibilités d'investissement; actuellement, dans l'UE, **10 000 milliards d'euros environ** dorment dans les banques sous forme de dépôts.

Chaque année, 300 milliards d'euros provenant de l'épargne des familles européennes quittent l'Europe pour les marchés étrangers, parce que notre marché des capitaux est trop fragmenté. Cet argent est ensuite souvent utilisé pour acheter, depuis l'étranger, des entreprises européennes innovantes. Cela doit changer. Nous voyons là une excellente occasion de tirer parti de cette immense richesse et de créer de la croissance ici, en Europe.

En mars, la Commission a présenté la **stratégie pour une union de l'épargne et des investissements** dans le but de libérer tout le potentiel des marchés des capitaux de l'UE et de mettre en relation les épargnants qui recherchent de meilleures possibilités d'investissement et les entreprises qui ont besoin de capitaux.

Les mesures proposées visent à **permettre aux épargnants de devenir investisseurs** s'ils le souhaitent, tout en **facilitant l'accès des entreprises à des sources de financement plus abondantes et plus diversifiées**, y compris à l'échelle transfrontière.

NextGenerationEU, l'ambitieux plan de relance adopté par l'UE à la suite de la pandémie, est un autre outil visant à aider l'Europe à financer ses priorités et à gagner en indépendance. Selon les estimations de la Commission, les investissements réalisés au titre de NextGenerationEU **contribueront à eux seuls, en 2026, à une hausse du produit intérieur brut de l'UE pouvant atteindre 1,4 %**, et ses effets positifs continueront de se faire sentir dans les années à venir.

NEXT GEN EU

**+ 4,5
millions**

de petites, moyennes et
grandes entreprises soutenues

**+ 49,8
millions**

de personnes bénéficiant de
structures de soins nouvelles ou
modernisées

**+ 31,1
millions**

de personnes mieux protégées
contre les catastrophes naturelles

**33,4
millions**

de MWh/an
d'énergie primaire économisés

**+ 16,2
millions**

de foyers ou de bâtiments
connectés à l'internet
à très haut débit

**+ 10,7
millions**

de jeunes entre 15 et
29 ans bénéficiaires d'une
aide à l'éducation, à la
formation ou à l'emploi

± 1,4 %

de PIB en plus pour l'UE
en 2026, uniquement grâce
aux investissements réalisés
au titre de NextGenerationEU

En août 2025

Jusqu'à présent, la FRR a permis **d'installer plus de 110 gigawatts de capacités de production d'énergie renouvelable dans l'UE** et d'économiser chaque année 33,4 millions de mégawattheures d'énergie primaire, soit **davantage que la consommation annuelle d'électricité du Danemark.**



La pièce maîtresse de NextGenerationEU est la **facilité pour la reprise et la résilience (FRR)**. Au début du mois d'août de cette année, **362 milliards d'euros avaient été versés** aux États membres au titre de la FRR — soit environ 56 % du montant total disponible. À cette heure, **288 milliards d'euros sont encore disponibles**. Les États membres doivent accélérer la mise en œuvre des projets pour que les fonds puissent être utilisés à bon escient **avant l'expiration de la FRR à la fin de 2026**. En juin dernier, la Commission a élaboré des orientations afin d'aider les États membres à exploiter au mieux les possibilités offertes par la FRR.

Le programme Antinero a pour but de protéger les forêts grecques et de prévenir les mégafeux, grâce à l'enlèvement des végétaux secs, à la remise en état des sentiers forestiers et des coupe-feux, au reboisement et à la création de zones tampon naturelles pour ralentir la propagation des incendies. Les surfaces incendiées font aussi l'objet de travaux visant à en prévenir l'érosion et à les préserver d'éventuelles crues. L'objectif est simple: rendre les forêts plus sûres et plus résilientes et améliorer leur état de santé dans un contexte de changement climatique. Ce programme, conçu avec le financement de NextGenerationEU, illustre bien la manière dont les investissements de l'UE permettent d'obtenir des résultats en matière de résilience aux changements climatiques, de préparation, et de protection des communautés rurales. Avec un budget de plus de 400 millions d'euros, il s'agit du plus grand projet jamais mené pour remédier à ce problème dans le pays.

AVANT



APRÈS





© Autorité de gestion du programme Transport 2021-2027, 2025

La **politique de cohésion** reste l'un des instruments les plus efficaces de la boîte à outils de l'UE pour ce qui est de la réalisation d'investissements dans des sociétés plus égalitaires et résilientes, conformes à nos priorités communes.

Les programmes de cohésion actuels ont toutefois été adoptés avant les changements géopolitiques majeurs que nous avons connus ces quatre dernières années. **Nos instruments doivent devenir plus souples pour pouvoir s'adapter aux priorités émergentes.**

En avril, la Commission a réalisé un **examen à mi-parcours de la politique de cohésion en place** et a formulé des propositions afin que celle-ci soit mieux adaptée pour investir dans les défis actuels et pouvoir y répondre.

Les États membres pourront reprogrammer une partie des fonds de la politique de cohésion qui leur sont alloués et les **consacrer aux priorités actuelles de l'UE**, qui consistent notamment à améliorer la compétitivité de l'Europe, à renforcer la défense européenne, à rendre les logements plus abordables, à augmenter la résilience dans le domaine de l'eau et à soutenir la transition énergétique. Une attention particulière sera accordée aux **régions orientales limitrophes de la Russie, de la Biélorussie et de l'Ukraine**, qui ont été particulièrement touchées par la guerre déclenchée par Poutine.

Grâce au soutien de la politique de cohésion de l'UE à l'initiative relative aux corridors de solidarité, le projet PRIMUS en Roumanie a permis d'améliorer la sécurité de la navigation sur le Danube et, par là même, de desservir des ports en Roumanie, en Ukraine et en Moldavie. Les fonds du projet PRIMUS permettent notamment de porter la capacité du canal de Sulina de 8 à au moins 20 navires par jour moyennant la modernisation des outils de navigation préexistants et la mise à la disposition des pilotes de toutes les informations utiles en temps réel. Ce projet permet ainsi à la Roumanie de tirer pleinement parti du potentiel de cette voie navigable et fournit à l'Ukraine et à la Moldavie un lien vital avec l'UE dans le contexte de guerre actuel.

Doter les citoyens de moyens d'action et renforcer notre modèle social

Notre économie repose sur les personnes, sur leur investissement dans le travail, sur leur talent et sur leurs compétences.

Aujourd'hui, la compétitivité est moins axée sur le coût de la main-d'œuvre que sur les connaissances des travailleurs, et c'est là que nous pouvons surpasser nos concurrents. Ici, en Europe, les entreprises peuvent trouver des travailleurs incroyablement expérimentés et des diplômés de premier ordre dans le domaine des technologies. Pourtant, ces derniers sont trop peu nombreux, ce qui freine notre capacité à affronter la concurrence.

C'est la raison pour laquelle la Commission a présenté en mars son **plan pour une union des compétences**, qu'elle a complété par un **plan d'action sur les compétences de base** et un **plan stratégique pour l'éducation dans le domaine des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM)**. Ces mesures permettront de renforcer le capital humain de l'Europe et donneront aux citoyens les

moyens de contribuer à la compétitivité de notre continent.

Les initiatives mises en œuvre dans le cadre de l'union des compétences offriront régulièrement aux adultes des possibilités de perfectionnement et de reconversion professionnels. Parallèlement, la Commission propose des mesures visant à augmenter la proportion d'étudiants **dans le domaine des STIM** et d'étudiants participant à des **programmes de doctorat portant sur les technologies de l'information et de la communication**, une attention particulière étant portée aux **étudiantes**.

Ces actions s'appuient sur le **pacte pour les compétences**, qui a permis à **6,1 millions de personnes** de bénéficier d'une formation grâce à l'action conjointe de la Commission, des autorités nationales, des entreprises, des partenaires sociaux et des organismes d'enseignement ou de formation.



Les partenaires sociaux sont essentiels pour remédier efficacement aux pénuries de compétences. Ils connaissent les compétences dont les travailleurs et les entreprises ont le plus besoin, ainsi que les bonnes pratiques en la matière. Le **dialogue social** mené avec les associations de travailleurs et d'employeurs constitue une pierre angulaire du modèle social européen depuis des décennies. Le monde évolue, et il est d'autant plus nécessaire de favoriser la confiance, de protéger les droits des travailleurs et de garantir que les changements que connaît notre économie **stimulent notre compétitivité sans pour autant affaiblir notre tissu social**.

En mars, la Commission, conjointement avec les partenaires sociaux au niveau de l'UE, a signé un nouveau **pacte pour le dialogue social européen**, dans lequel elle s'engage à étendre la portée du dialogue social et à promouvoir une consultation accrue des partenaires sociaux lors de l'élaboration des initiatives législatives.

Ici, en Europe, nous savons que la productivité peut être améliorée grâce à de bonnes conditions de travail, à savoir: un emploi stable; un salaire équitable; le maintien d'un équilibre correct entre vie professionnelle et vie privée; l'existence de structures d'accueil des enfants et de soins appropriés pour les parents âgés; ainsi que l'accès à des logements décentes et abordables. Mais dans le monde d'aujourd'hui, bon nombre de ces droits sociaux ne peuvent plus être considérés comme acquis.

Les Européens sont de plus en plus préoccupés par le fait que **les logements sont de moins en moins abordables**. Les jeunes générations sont confrontées à des obstacles que leurs parents n'ont pas rencontrés. La Commission a constitué une **task-force «Logement»** chargée d'élaborer un **plan européen pour des logements abordables** qui s'attaquera aux problèmes structurels et mettra en place une stratégie visant à stimuler les investissements publics et privés dans le secteur de la construction.

DES LOGEMENTS ABORDABLES: UNE PRIORITÉ POUR LA COMMISSION



Les prix des logements corrigés de l'inflation ont augmenté de **plus de 20 %** depuis 2015.



Les demandes de permis de construire dans l'immobilier résidentiel ont chuté de **plus de 20 %** depuis 2021.



17 % de la population vit dans un logement surpeuplé.



Globalement, les investissements dans l'immobilier résidentiel, également corrigés de l'inflation, **ont reculé de 6 %** entre 2022 et 2024.



La hausse des loyers dans les grandes villes entre 2014 et 2023 **a atteint 48 % pour un appartement d'une chambre**.



Le sans-abrisme touche tous les États membres et a **nettement augmenté** ces dix dernières années.



© Viktória Király, 2025

À 64 ans, Maria s'est retrouvée à devoir élever ses petits-enfants après que sa fille a développé des problèmes de toxicomanie. Bien qu'ayant un travail, elle n'a plus été en mesure de payer son loyer. Grâce à un instrument financier soutenu par le Fonds européen de développement régional, un partenariat public-privé en Slovaquie a mobilisé des ressources publiques afin de mettre à disposition plus de 350 appartements de location, ce qui a permis à Maria et à des centaines d'autres personnes vulnérables de trouver un logement de qualité pour un loyer pouvant être jusqu'à 30 % inférieur aux taux du marché. «L'appartement au loyer réduit proposé par Dostupný Domov a été comme une lumière au bout du tunnel», dit-elle. «Toute la famille a maintenant un logement confortable, de l'intimité et un meilleur environnement pour étudier.»

Il en va de même en ce qui concerne l'**égalité**. Celle-ci ne constitue pas seulement un principe cardinal de l'Europe, inscrit dans nos traités; elle alimente également la **croissance économique** en permettant une pleine participation à la main-d'œuvre et en favorisant les idées créatives et innovantes, et elle se traduit par une amélioration de la qualité de vie pour tous.

L'UE a réalisé d'importants progrès sur la voie de l'**égalité** entre les femmes et les hommes, grâce à de nouvelles règles en matière de **transparence des rémunérations**, à l'**équilibre hommes-femmes au sein des conseils d'administration des entreprises** et à la **lutte contre la violence à l'égard des femmes**. Il convient toutefois de ne pas baisser la garde.

Objectif visé d'ici à la fin juin 2026 pour les grandes entreprises cotées de l'UE:



au moins 40 %
de membres du sexe
sous-représenté parmi
les administrateurs
non exécutifs

ou



au moins 33 %
parmi l'ensemble des
administrateurs

En moyenne, la proportion
de femmes dans les conseils
d'administration est actuellement
de **34 %** dans l'UE.



En 2024, Ljubljana a remporté le prix des capitales européennes de l'inclusion et de la diversité pour ses efforts visant à rendre la ville plus sûre pour les femmes et à prévenir les violences à leur encontre. Parmi les initiatives entreprises par la ville figurent l'organisation de campagnes de sensibilisation et de prévention de la violence à l'égard des femmes, l'élaboration de projets créatifs tels que des expositions artistiques relatant l'histoire de personnes victimes de violences, le cofinancement de cinq lieux d'hébergement sûrs pour les victimes de violences domestiques, ainsi que de deux maternités, et la création d'une ligne d'assistance téléphonique ouverte 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.



En mars, la Commission a présenté une **feuille de route pour les droits des femmes**.

Chez nous comme à l'étranger, la Commission continuera de veiller à ce que **chaque femme et chaque fille puissent, comme elles en ont le droit, se sentir en sécurité et être traitées avec dignité**, à ce que pour un même travail, elles reçoivent le même salaire qu'un homme, et à ce qu'elles aient accès à des soins de santé de qualité, à l'enseignement et à un équilibre approprié entre vie professionnelle et vie privée. L'Europe compte certaines des sociétés les plus égalitaires au monde du point de vue du genre, mais le travail est loin d'être terminé et nous ne cesserons jamais de lutter en faveur de l'égalité.

Dans le même temps, nous poursuivons nos efforts. Lors du mandat précédent, nous avons commencé à prendre des mesures visant à protéger et à faire progresser les droits des personnes LGBTIQ. Une stratégie actualisée en faveur des personnes LGBTIQ ainsi qu'une nouvelle stratégie de lutte contre le racisme permettront de consolider plus encore nos efforts.

UNE FEUILLE DE ROUTE POUR LES DROITS DES FEMMES

- L'absence de violence fondée sur le genre**, notamment la violence domestique et les féminicides
- Le meilleur état de santé possible**
Soutenir et compléter l'action des États membres en ce qui concerne l'accès des femmes à la santé et à leurs droits en matière de sexualité et de procréation
- L'égalité de rémunération et l'autonomisation économique**
Salaires, retraites, finances, fiscalité et protection sociale
- L'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et la question des responsabilités familiales, de l'accueil et des soins**
Partage équitable des responsabilités familiales et réconciliation de la vie privée, de la vie familiale et de la vie professionnelle
- L'égalité des chances en matière d'emploi, et des conditions de travail adéquates**
Pour l'égalité des chances entre hommes et femmes
- Un enseignement inclusif et de qualité**
Assurer l'égalité des chances et des possibilités d'accès aux formations, et encourager l'acquisition de compétences numériques et l'engagement dans les filières et métiers des STIM
- La participation à la vie politique et une représentation égale**
Pour une participation entière, égale et constructive des femmes à la vie publique et politique
- Faire respecter les droits des femmes**
Grâce à des institutions efficaces et à l'intégration de la dimension de genre dans toutes les politiques et dans les budgets, financements, travaux de recherche et données

Égalité de genre

© Adobe Stock

Une Union sûre, prête à se défendre

Notre monde connaît à nouveau des ambitions et des guerres impérialistes. Des acteurs internationaux sont prêts à utiliser tous les moyens, quels qu'ils soient, pour obtenir un avantage. La Russie a intensifié ses attaques contre l'Ukraine, alors que la guerre d'agression qu'elle a déclenchée entre dans sa quatrième année. Et l'architecture de sécurité qui a permis à l'Europe d'être en sécurité durant des décennies ne peut plus être considérée comme acquise. Face à cette nouvelle situation, notre Union a pris des mesures qui, l'année dernière encore, semblaient impensables. **L'Europe de la défense s'est enfin réveillée.**

Dans le monde actuel, nous ne pouvons pas compter sur les autres pour défendre l'Europe. **La défense de l'Europe relève de notre responsabilité stratégique,** et cette responsabilité commence par un budget renforcé — pour la défense, et pour notre industrie de la défense. Nos États membres mobilisent des ressources sans précédent pour augmenter leurs dépenses en matière de défense, et notre Union a lancé une série de nouvelles initiatives visant à aider les États membres **à dépenser davantage, à dépenser mieux et à dépenser européen.**

Par les initiatives menées dans le cadre de la **«Préparation à l'horizon 2030»**, nous faciliterons la réalisation, par les États membres, d'investissements supplémentaires allant jusqu'à **800 milliards d'euros** au cours des quatre prochaines années. Seize États membres ont demandé l'activation de la **clause dérogatoire nationale** afin d'augmenter leurs budgets consacrés à la défense. En quatre mois à peine, nous avons mis en place **«SAFE» (Agir pour la sécurité en Europe)**, un nouvel instrument financier pouvant fournir **150 milliards d'euros de prêts en vue du financement d'acquisitions conjointes dans le domaine de la défense.** Nous avons proposé un train de **mesures de simplification** dans le domaine de la défense afin d'accélérer fortement nos investissements dans ce domaine. Nous avons également renforcé notre réseau de **partenariats de défense et de sécurité** avec des pays du monde entier — du Royaume-Uni au Canada et de la Norvège au Japon — qui partagent nos valeurs et nos intérêts en matière de sécurité. Notre objectif est clair: d'ici à 2030, **il faut que l'Europe dispose de tout ce dont elle a besoin pour assurer une dissuasion crédible.**

PRÉPARATION À L'HORIZON 2030

**Mobiliser jusqu'à 800 milliards d'euros
pour la sécurité et la défense de l'UE**



© OTAN, 2024

SAFE
150 milliards d'euros

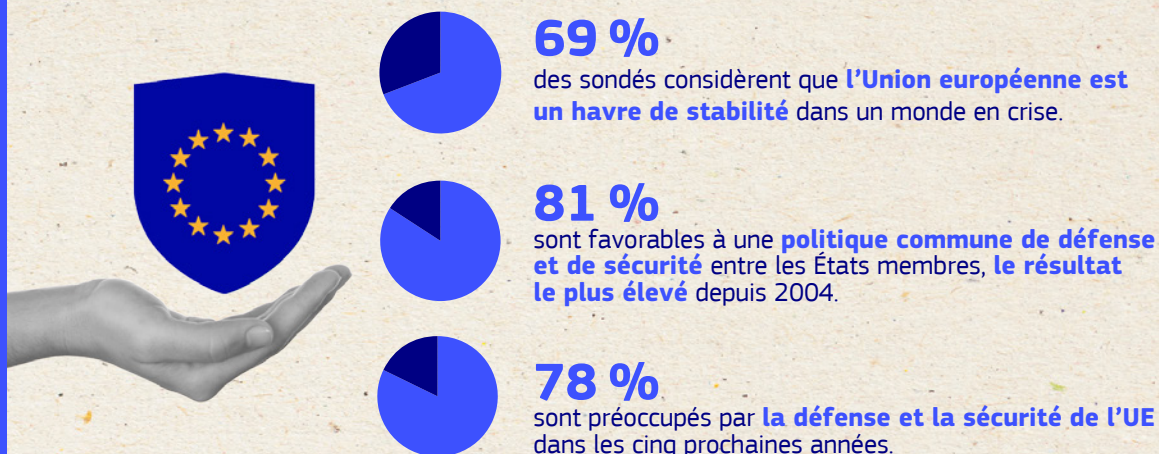
19 États membres

**Activation
de la clause
dérogatoire
nationale**

16 États membres

En août 2025

OPINIONS DES EUROPÉENS SUR LA SÉCURITÉ ET LA DÉFENSE



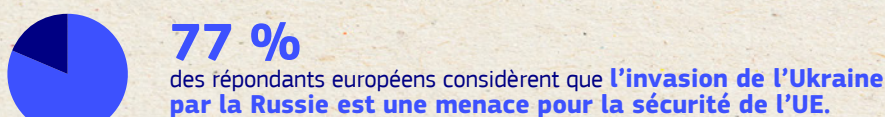
Selon les Européens, **l'UE devrait prendre des mesures** à moyen terme dans les domaines suivants:



Les valeurs qui incarnent le mieux l'UE:



Problèmes les plus importants auxquels l'UE doit faire face actuellement:



Source: Eurobaromètre standard 103

Parallèlement, **l'Europe continue d'apporter un soutien sans faille à l'Ukraine. Avec 168,9 milliards d'euros d'aide, dont près de 60 milliards d'euros d'aide militaire, l'Équipe Europe reste le principal donateur de l'Ukraine.** En outre, il est possible, grâce au nouvel instrument SAFE, de s'approvisionner directement auprès de l'industrie ukrainienne de la défense. L'avenir de l'Ukraine est dans l'Union, et nous intégrons son industrie de la défense dans la base industrielle de défense, plus large, de l'Union.

Au-delà de la défense, nous avons œuvré à accroître notre sécurité et notre résilience dans toute une série de domaines, **de la cybersécurité et des infrastructures critiques à notre approvisionnement en énergie,**

en eau, en médicaments et en matières premières. De même, nous avons encouragé une **culture de la préparation** dans l'ensemble de la société européenne, renforçant notre résilience et notre capacité à résister ensemble à d'éventuelles crises futures.

Afin d'intégrer davantage la sécurité dans toutes les initiatives de la Commission et de lui donner la priorité, **la présidente von der Leyen préside désormais régulièrement les réunions du collège de sécurité**, au cours desquelles l'ensemble du collège des commissaires peut discuter de questions de sécurité et être informé de ces aspects dans un cadre spécifique.

Une ère nouvelle s'ouvre pour **la sécurité et la défense européennes.**

Une ère nouvelle pour la défense européenne: Préparation à l'horizon 2030

Le paradigme de l'Europe en matière de sécurité a été ébranlé. D'une part, la Russie continue de mener une guerre atroce sur le sol européen. D'autre part, des changements géopolitiques profonds ont bouleversé l'architecture de sécurité de notre continent.

L'Europe présente depuis trop longtemps un déficit en matière de sécurité. Il est urgent qu'elle rattrape son retard dans ce domaine.

Le projet «Constellation atlantique», soutenu par NextGenerationEU, résulte d'un partenariat entre le Portugal et l'Espagne et vise à mettre en place des satellites qui permettront de disposer d'une chaîne de valeur complète pour des applications de données avancées destinées aux marchés de la défense, de la sécurité et de la durabilité. Cette collaboration a permis le lancement du deuxième satellite portugais en mars 2024. La «Constellation atlantique» est le plus grand projet spatial de l'histoire du Portugal, avec deux satellites déjà en orbite, qui seront bientôt suivis par d'autres. Ce projet spécifique s'inscrit dans le cadre du programme «New Space Portugal», qui permettra de concevoir, de développer et de produire des satellites complets, dotés de tous les équipements utiles, et de fournir des services à haute valeur ajoutée, axés sur l'exportation, à partir de données d'observation de la Terre.



L'actuelle Commission met l'accent sur la mise en place d'une véritable **union de la défense**. Même si l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) reste une pierre angulaire de notre sécurité, **l'UE doit assumer davantage de responsabilités en ce qui concerne sa propre protection**. C'est la raison pour laquelle la Commission a présenté en mars un **plan de préparation à l'horizon 2030**. Celui-ci comprend un **livre blanc sur l'avenir de la défense européenne**, qui recense les lacunes en matière de capacités et les investissements à réaliser dans le domaine de la défense, comme la défense aérienne et antimissile, les systèmes d'artillerie, les munitions et les missiles, les drones et la guerre électronique.

En outre, le plan de préparation à l'horizon 2030 fournit les ressources nécessaires pour agir immédiatement. Nous avons proposé aux États membres d'**activer de manière coordonnée la clause dérogatoire nationale** au titre du pacte de stabilité et de croissance, afin de leur permettre d'augmenter leurs dépenses de défense sans tomber sous le coup de nos règles budgétaires.

La deuxième initiative est l'instrument **SAFE**. La Commission commencera prochainement à fournir aux États membres **jusqu'à 150 milliards d'euros de prêts** garantis par le budget de l'UE et la notation de crédit élevée de celle-ci.

Ces prêts seront utilisés en vue d'**acquisitions conjointes auprès de l'industrie européenne de la défense** et cibleront les capacités prioritaires recensées. Ils permettront d'effectuer des **achats auprès d'entreprises établies dans des pays de l'UE et de l'Espace économique européen et en Ukraine**, le coût des composants originaires des mêmes régions devant représenter 65 % au moins du coût du produit final.

En septembre, **19 États membres** avaient manifesté leur intérêt pour l'obtention de financements sous forme de prêts SAFE, atteignant ainsi la **souscription intégrale des 150 milliards d'euros** de l'instrument.

En outre, l'**examen à mi-parcours de la politique de cohésion**, lancé en avril, encourage les pays et les régions qui le souhaitent à réaffecter les fonds disponibles aux capacités

de production dans le secteur de la défense dans l'ensemble de l'UE.

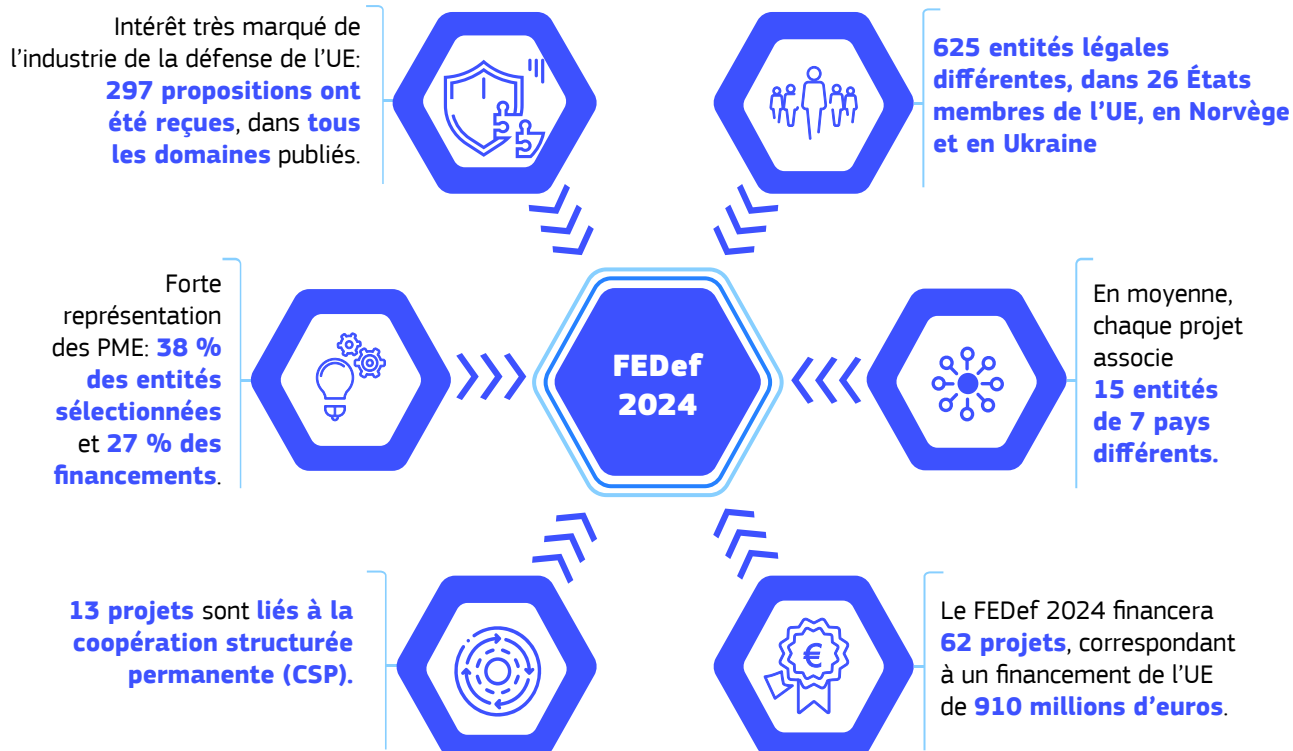
La Commission a continué d'utiliser tous les outils dont elle dispose pour orienter les dépenses en matière de défense. En juin, elle a présenté un **vaste train de mesures de simplification axées sur l'industrie de la défense**. En avril, elle a annoncé un investissement d'un montant de **910 millions d'euros en faveur de 62 nouveaux projets au titre du Fonds européen de la défense (FEDef)**, qui portent notamment sur la défense aérienne et antimissile, les munitions, la mobilité militaire, l'IA, la cyberguerre et la guerre électronique.

En outre, face au rôle de plus en plus stratégique que jouent l'espace et les satellites dans notre société, nous avons pris des mesures pour prévenir les perturbations causées par des acteurs hostiles et renforcer notre sécurité, en adoptant **l'acte législatif de l'UE sur l'espace**.

Les entreprises tchèques Eagle.one et Fly4Future, ainsi que l'université technique tchèque de Prague, ont mis au point le «chasseur» robotique Eagle.one. Le projet, présenté en novembre 2024 et soutenu par le Fonds européen de développement régional, est axé sur le développement d'un robot volant autonome utilisant l'intelligence artificielle embarquée pour capturer en toute sécurité des drones non autorisés dans un espace aérien protégé sans les détruire, ce qui est essentiel dans les applications civiles.



PRINCIPAUX CHIFFRES CONCERNANT LE FONDS EUROPÉEN DE LA DÉFENSE 2024



Le FEDef 2024 finance des projets phares qui contribuent à l'autonomie stratégique et à la résilience de l'UE.



Équipement naval

Euroswep vise la mise au point d'un système européen commun de déminage autonome, c'est-à-dire sans intervention humaine.



Équipement aérien

Le projet ENGRT II vise à accroître l'autonomie de l'UE en matière de défense, en mettant au point d'ici à 2030 la prochaine génération d'hélicoptères, qui permettra de bénéficier de technologies et de configurations avancées.



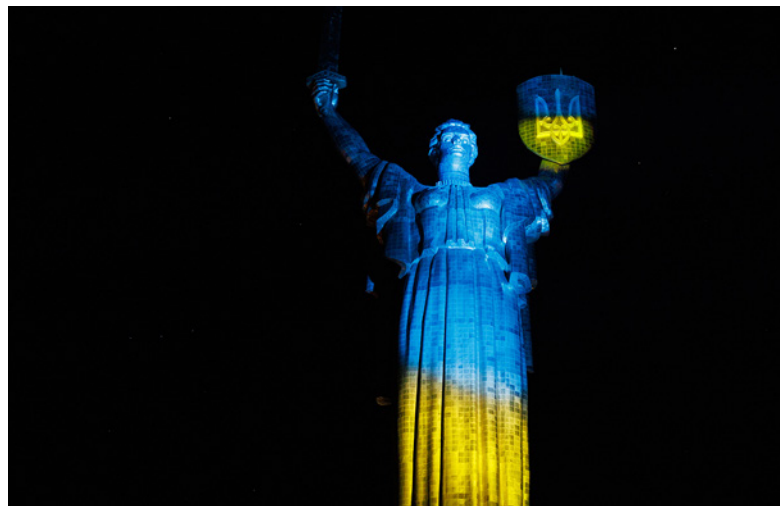
Équipement terrestre

iMUGS2 vise la mise au point d'architectures de systèmes modulaires et ouvertes permettant d'intégrer, notamment, des capacités d'autonomie et de contrôle en essaim dans des véhicules militaires, aussi bien anciens que nouveaux.

Défendre une Ukraine libre et souveraine

Plus de trois ans se sont écoulés depuis que Vladimir Poutine a lancé sa guerre d'agression à grande échelle contre l'Ukraine. Le peuple ukrainien a fait preuve d'une résistance et d'un courage héroïques et il continue de se battre pour son droit de choisir son propre destin.

Sa liberté, c'est la liberté de l'Europe. La guerre en Ukraine est la principale crise sécuritaire de l'Europe, raison pour laquelle **nous n'avons pas hésité à apporter notre soutien.** En août, le soutien apporté par l'ensemble de l'UE depuis le début de la guerre s'élevait à **168,9 milliards d'euros**. Rien que cette année, nous allons couvrir **84 % des besoins de financement externe de l'Ukraine.**



SOLIDARITÉ DE L'UE AVEC L'UKRAINE — EN BREF



SOUTIEN GLOBAL

168,9 milliards d'euros pour l'Ukraine et les Ukrainiens, sous forme de soutien économique, financier, humanitaire et militaire

PROTECTION TEMPORAIRE

Plus de quatre millions d'Ukrainiens ont trouvé refuge dans l'UE.



AIDE HUMANITAIRE

La plus grande opération jamais menée dans le cadre du mécanisme de protection civile de l'Union

ASSISTANCE MILITAIRE

L'UE et ses États membres ont mobilisé 59,6 milliards d'euros de soutien militaire.



INTÉGRATION DANS L'UE

L'UE a ouvert des négociations d'adhésion avec l'Ukraine.

FAIRE EN SORTE QUE LA RUSSIE RÉPONDE DE SES ACTES

18 trains de sanctions très sévères ont été adoptés contre la Russie, dont quatre depuis le 1^{er} décembre 2024.

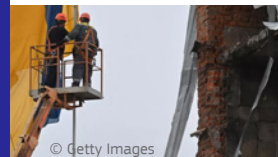


NÉGOCIATIONS DE PAIX

Les partenaires internationaux et l'Équipe Europe ne ménagent pas leurs efforts pour obtenir une paix juste et durable pour l'Ukraine.

REDRESSEMENT ET RECONSTRUCTION DE L'UKRAINE

Objectif: mobiliser jusqu'à 40 milliards d'euros d'investissements publics et privés.



168,9 milliards d'euros

de soutien global à l'Ukraine
et aux Ukrainiens

17 milliards d'euros

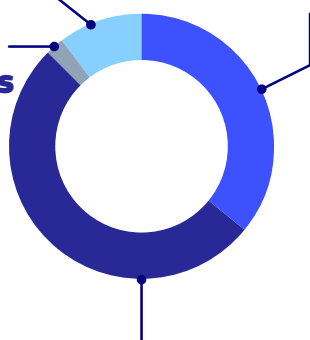
mis à la disposition
des États membres
pour répondre
aux besoins des
personnes fuyant la
guerre

59,6 milliards d'euros

d'assistance militaire
mis à la disposition
de l'Ukraine
au titre de la facilité
européenne pour
la paix et par les États
membres agissant
individuellement

3,7 milliards d'euros

provenant
du produit
des avoirs
russes
immobilisés



plus de **88,6 milliards d'euros**
d'appui financier et budgétaire et d'aide
humanitaire

15 milliards d'euros

provenant des États
membres de l'UE,
notamment sous
la forme d'une aide
humanitaire

73,6 milliards d'euros

d'assistance
macrofinancière,
d'appui budgétaire,
d'aide humanitaire
et d'aide d'urgence,
financés ou garantis
par le budget de l'UE



La fratrie Stasevskij — Dalia, Justas et Lukas — est composée de musiciens finno-ukrainiens qui soutiennent sans réserve l'Ukraine, en particulier depuis le début de l'invasion à grande échelle menée par la Russie. Par un large éventail d'initiatives, allant de campagnes d'aide humanitaire à des reportages de première ligne en passant par des représentations publiques et de la diplomatie culturelle, ils promeuvent les valeurs européennes, les principes démocratiques et la coopération internationale, amplifiant ainsi la voix des personnes touchées par la guerre.

Au titre de la **facilité pour l'Ukraine**, la Commission a versé **22,7 milliards d'euros** pour soutenir l'économie ukrainienne et la mise en œuvre de réformes. Avec nos partenaires du G7, nous apportons un soutien supplémentaire de 45 milliards d'euros sous forme de prêts. Quant à l'UE, elle a, à ce jour, mis à disposition **9 milliards d'euros** au titre d'un programme d'assistance macrofinancière extraordinaire. Ce montant sera **remboursé au moyen des recettes générées par les avoirs russes immobilisés**.

Par ailleurs, dans ce qui est toujours **la plus grande opération jamais menée dans le cadre du mécanisme de protection civile de l'Union**, la Commission et les États membres ont fourni à l'Ukraine plus de **156 000 tonnes d'aide** et nous avons coordonné l'évacuation de **plus de 4 500 patients ukrainiens vers des hôpitaux dans 22 pays européens**: il s'agit littéralement d'une manifestation de la solidarité européenne qui a permis de sauver des vies.

La Commission a également accru sa pression sur la Russie. Donnant suite à nos propositions, l'UE a adopté **18 trains de sanctions très sévères contre la Russie, dont quatre depuis le début de ce mandat**.

Coordination de l'évacuation
de plus de
4 500
patients ukrainiens



Grâce à nos sanctions, les recettes pétrolières et gazières de la Russie ont chuté de près de 80 % par rapport à celles d'avant la guerre. Son déficit et ses taux d'intérêt ont explosé et l'inflation est supérieure à 10 %. L'importation de technologies et de biens critiques a désormais un coût prohibitif.

Nous avons inscrit sur la liste **444 navires** qui font partie de la flotte fantôme russe, et **plus de 2 500 personnes** et entités font l'objet d'une interdiction de pénétrer sur le territoire de l'Union européenne et d'un gel des avoirs.



**Plus de
2 500**
personnes et entités
faisant l'objet de
sanctions



L'UE a inscrit sur la
liste des sanctions
444 navires
de la flotte fantôme
russe.

Dans le même temps, nous avons continué à œuvrer pour que **la Russie réponde des crimes qu'elle a commis en Ukraine**. En février, la Commission, conjointement avec la haute représentante, le Conseil de l'Europe, l'Ukraine et 37 États, a posé les bases de la création d'un **tribunal spécial pour le crime d'agression contre l'Ukraine**, et un accord a déjà été signé par le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, et le secrétaire général du Conseil de l'Europe, Alain Berset.

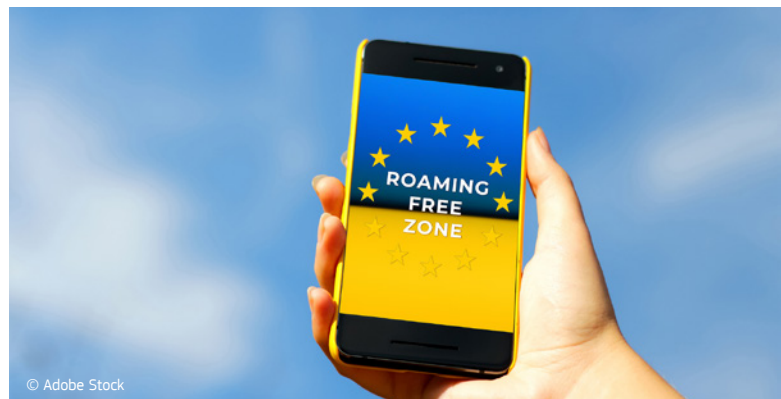
Ce tribunal aura le pouvoir de faire en sorte que les dirigeants politiques et militaires russes qui portent la plus grande part de responsabilité dans les atrocités commises en Ukraine répondent de leurs actes.

En outre, la présidente von der Leyen a continué de plaider publiquement en faveur du **retour des enfants ukrainiens enlevés par la Russie** et nous soutenons fermement la coalition internationale pour le retour des enfants ukrainiens.

Nous continuerons à soutenir l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra jusqu'à ce qu'elle puisse obtenir une paix juste et durable. Dans ce contexte, la Commission, en collaboration avec la coalition des volontaires, **s'est félicitée des efforts déployés par le président américain Donald Trump pour mettre un terme à la tuerie en Ukraine et trouver un accord afin de mettre fin à la guerre.** La présidente von der Leyen a rejoint le président Zelensky et d'autres dirigeants européens à la Maison blanche en août, afin de discuter de la voie à suivre pour parvenir à une paix juste et durable.

Les travaux se poursuivent pour **concevoir des garanties de sécurité solides et crédibles pour l'Ukraine**, et l'UE est prête à prendre sa part de responsabilité.

Les Ukrainiens ont choisi de rejoindre notre Union et l'Ukraine est candidate à l'adhésion à l'UE.



La Commission aide l'Ukraine à mettre en œuvre les réformes nécessaires pour faire avancer les négociations, et **l'Ukraine a fait preuve d'une ténacité extraordinaire dans la réalisation de ses objectifs tout en devant livrer une guerre.** Le processus d'adhésion repose sur le mérite et **l'Ukraine mérite de pouvoir aller de l'avant.** La Commission a indiqué clairement que **l'Ukraine était prête à ouvrir le premier groupe de chapitres des négociations d'adhésion.**

Dans l'intervalle, nous avons continué d'intégrer progressivement l'Ukraine dans le marché unique et d'autres programmes de l'UE, **tels que la zone d'itinérance de l'UE à partir de 2026, l'espace unique de paiements en euros (SEPA) et le programme spatial de l'UE.** Nous avons également révisé notre accord commercial mutuel afin de le rendre plus adapté à nos relations à long terme dans le contexte de l'adhésion de l'Ukraine.

À cela s'ajoute que plus de quatre millions d'Ukrainiens ont trouvé refuge dans l'UE. En juin, la Commission a proposé de prolonger jusqu'au 4 mars 2027 le **statut de protection temporaire** actuel, qui leur permet de vivre, de travailler et d'étudier dans l'UE. Elle a également proposé que les États membres commencent à se préparer à une transition du système de protection temporaire vers d'autres statuts juridiques et qu'ils facilitent le retour et la réintégration des personnes qui souhaitent rentrer chez elles en Ukraine.

Nous sommes convaincus que l'Ukraine sera bientôt un pays pacifique et prospère pour tous ses citoyens, **ayant pleinement sa place dans l'UE.**



Une Europe unie

La première politique de sécurité de l'Europe est son unité. L'élargissement est un investissement stratégique dans la paix, la stabilité et la prospérité à long terme de l'Europe.

Les pays et les peuples des Balkans occidentaux, de Moldavie et d'Ukraine ont choisi de faire partie de l'UE. S'il est vrai que l'élargissement reste un processus fondé sur le mérite, nous sommes déterminés à leur apporter notre soutien et notre assistance sans réserve.

La facilité pour l'Ukraine, la facilité pour les réformes et la croissance en faveur de la Moldavie, le plan de croissance pour les Balkans occidentaux et d'autres initiatives en matière d'élargissement contribuent à stimuler

les investissements et à assurer la mise en œuvre des réformes nécessaires pour que ces pays deviennent membres de l'UE.

Dans les **Balkans occidentaux, près de 120 millions d'euros** ont été versés au titre du plan de croissance pour soutenir des réformes fondamentales, tandis qu'un train de mesures distinct d'un montant de près de **490 millions d'euros pour des investissements dans les énergies propres** a été annoncé en juillet. Nos six partenaires bénéficient progressivement de l'adhésion au SEPA et d'une connectivité accrue grâce à nos corridors de transport, à notre réseau de pôles d'innovation numérique et à une initiative visant à fournir gratuitement le Wi-Fi dans les espaces publics dans toute la région.

Premiers investissements au titre du plan de croissance de l'UE pour les Balkans occidentaux



Albanie

Numérisation du système de transport d'énergie

Ce projet d'investissement vise à numériser 40 postes électriques à haute tension dans toute l'Albanie, afin d'accroître la capacité de transport des réseaux et de réduire les pertes d'énergie.



Monténégro

Introduction d'un système de contrôle et d'acquisition de données (SCADA) dans le réseau de distribution monténégrin

Ce projet d'investissement actualise le réseau monténégrin au moyen de compteurs intelligents et d'un système de gestion avancé afin d'améliorer l'efficacité, de réduire les pertes de 30 GWh par an et de soutenir les énergies renouvelables.



Serbie

Centrale héliothermique de Novi Sad

Ce projet d'investissement vise à construire une centrale héliothermique de 31 MW et une pompe à chaleur de 17 MW à Novi Sad, ce qui permet d'acheminer des sources d'énergie renouvelables dans le système de chauffage urbain et d'éviter 17 kilotonnes d'émissions de CO₂ par an.



Le 1^{er} janvier 2025, le réseau des pôles européens d'innovation numérique (EDIH) s'est élargi pour accueillir de nouveaux pôles issus d'Albanie, du Kosovo, de Macédoine du Nord, du Monténégro et de Serbie. Il s'agit d'une étape importante dans le renforcement de la transformation numérique dans la région visée par l'élargissement de l'UE. Ces pôles aident les entreprises locales, les jeunes pousses et les institutions publiques à accéder aux technologies de pointe, à l'expertise et aux capacités en matière d'IA.

En ce qui concerne la **Moldavie**, la Commission a signé une stratégie de deux ans qui fournira **250 millions d'euros** pour réduire la dépendance énergétique du pays à l'égard de la Russie, accroître sa résilience et l'aider à s'intégrer au marché de l'énergie de l'UE.

En juillet, lors du tout premier **sommet UE-Moldavie**, la Commission a versé les premiers **270 millions d'euros au titre du plan de croissance pour la Moldavie**. Ce montant permettra de financer des hôpitaux, des systèmes de chauffage et l'accès à une énergie abordable.

Nous avons pris des mesures pour intégrer la Moldavie dans le SEPA et dans la zone d'itinérance commune, et nous soutenons ses efforts pour résister à la désinformation et à la manipulation russes dans la perspective des élections législatives.



Grâce au soutien de l'UE, la Moldavie a pu aider 80 familles à Bălți, qui vivent désormais dans des appartements plus économes en énergie et plus confortables, avec des factures énergétiques moins élevées. En effet, un immeuble résidentiel de 16 étages a fait l'objet d'une rénovation thermique grâce au premier modèle de cofinancement pour la rénovation énergétique.

En ce qui concerne la Géorgie, nous avons réaffirmé notre solidarité avec le peuple géorgien et notre volonté de continuer à le soutenir sur la voie d'un avenir européen

Quant aux **négociations d'adhésion**, l'**Albanie** et le **Monténégro** ont ouvert ou clôturé de nouveaux chapitres depuis le début du mandat. Et pour ce qui est de l'**Ukraine** et de la **Moldavie**, la Commission maintient son avis selon lequel le premier groupe de chapitres des négociations d'adhésion devrait être ouvert dès que possible.

Une Union préparée et résiliente

Ces dernières années ont montré que les crises peuvent toucher sans avertissement et affecter les aspects les plus fondamentaux de la vie quotidienne. Dans ce qui est aujourd'hui un monde plus dangereux, **nous devons nous adapter et développer un état d'esprit axé sur la préparation** à tous les niveaux de la société, qui nous permette de relever tous les défis qui nous attendent.

L'année dernière, l'ancien président finlandais Sauli Niinistö a rédigé un rapport intitulé ***Safer Together – Strengthening Europe's civilian and military preparedness and readiness*** (Plus en sécurité ensemble — Renforcer la préparation et l'état de préparation civils et militaires de l'Europe). Sur la base de ses recommandations, la Commission a présenté une **stratégie pour une union de la préparation** qui comprend 30 actions clés visant à renforcer la capacité des pouvoirs publics et des citoyens à résister à toute calamité.



STRATÉGIE DE L'UE POUR UNE UNION DE LA PRÉPARATION

PRINCIPAUX OBJECTIFS ET ACTIONS

Prospective et anticipation

- Établir une évaluation globale des risques et des menaces au niveau de l'UE
- Créer un tableau de bord de crise à l'intention des décideurs
- Renforcer le centre de coordination de la réaction d'urgence
- Établir un catalogue de formation de l'UE et une plateforme sur les enseignements tirés
- Mettre en place un service gouvernemental d'observation de la Terre au niveau de l'UE

Résilience des fonctions vitales de la société

- Intégrer la préparation dès la conception dans les politiques et actions de l'UE
- Adopter des exigences minimales en matière de préparation
- Réviser le mécanisme de protection civile de l'Union
- Proposer une stratégie de constitution de stocks à l'échelle de l'UE
- Proposer un plan d'adaptation au changement climatique
- Assurer l'approvisionnement en eau et en autres ressources naturelles essentielles

Préparation de la population

- Améliorer les systèmes d'alerte précoce
- Sensibiliser davantage aux risques et aux menaces
- Élaborer des lignes directrices pour parvenir à une autosuffisance de la population d'au moins 72 heures
- Inclure la préparation dans les programmes scolaires et la formation du personnel éducatif
- Promouvoir la préparation dans les programmes en faveur de la jeunesse
- Attirer les talents pour renforcer la préparation de l'UE

Coopération public-privé

- Mettre en place une task-force public-privé en matière de préparation
- Élaborer des protocoles d'urgence public-privé
- Réviser le cadre applicable aux marchés publics
- Mettre en place un centre européen d'expertise en matière de sécurité de la recherche

Coopération civilo-militaire

- Mettre en place des dispositifs de préparation civile-militaire complets
- Élaborer des normes pour la planification et les investissements à double usage civil-militaire
- Organiser régulièrement des exercices à l'échelle de l'UE en vue de promouvoir une préparation globale

Coordination de la réaction aux crises

- Mettre en place un pôle de coordination des crises au niveau de l'UE
- Renforcer rescEU, la réserve stratégique de capacités de réaction au niveau de l'UE

La résilience au moyen de partenariats extérieurs

- Promouvoir la résilience mutuelle avec les pays candidats
- Intégrer la préparation et la résilience dans les partenariats bilatéraux et les institutions multilatérales
- Renforcer et approfondir la coopération UE-OTAN en matière de préparation et de résilience
- Développer la résilience mutuelle au moyen des politiques économiques et de développement extérieures



La préparation et la résilience civiles sont fondamentales. Dans les moments où les pouvoirs publics pourraient être hors de portée, **les citoyens et les familles doivent avoir les moyens d'agir pour leur propre compte.** Parmi les actions proposées, la Commission souhaite élaborer des lignes directrices visant à **parvenir à l'autosuffisance de la population pendant au moins 72 heures**, mettre en place une stratégie de constitution de stocks et créer un véritable **pôle européen de coordination des crises.**

Les deux premières initiatives relevant de l'union de la préparation ont été présentées en juillet: la **stratégie de constitution de stocks** et la **stratégie sur les contre-mesures médicales.** Alors que la première vise à garantir la disponibilité de biens essentiels, tels que les denrées alimentaires, l'eau, le pétrole, le carburant et les médicaments, en cas de crise, la seconde vise à accélérer la mise au point, la production et l'accessibilité de moyens médicaux critiques, tels que des vaccins contre la grippe, de nouveaux antibiotiques pour la résistance aux antimicrobiens et des antiviraux contre les maladies vectorielles, et à améliorer l'accès aux contre-mesures chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires.

STRATÉGIE SUR LES CONTRE-MESURES MÉDICALES OBJECTIFS À L'HORIZON 2030

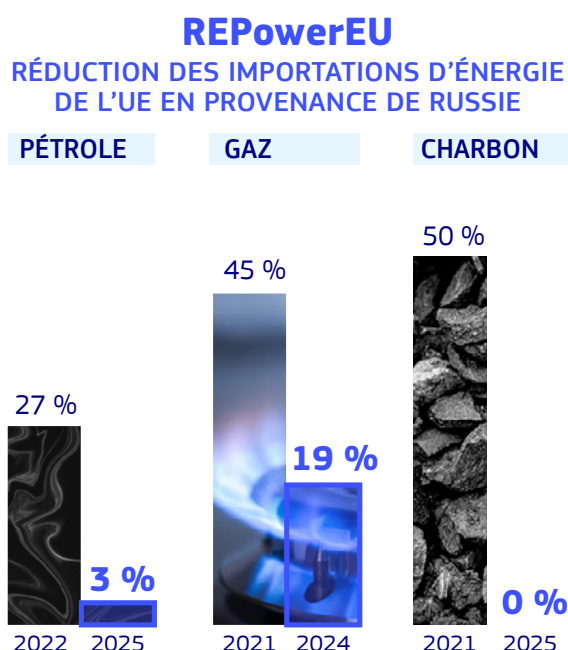
- Vaccins de nouvelle génération contre la grippe
- Nouveaux antiviraux et vaccins contre les maladies vectorielles
- Nouveaux antibiotiques pour le traitement des infections résistantes
- Nouveaux diagnostics, équipements de protection individuelle et contre-mesures face aux menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires



Afin de garantir une préparation dans tous les domaines, la Commission a pris des mesures pour renforcer la résilience et la sécurité de l'Europe dans des secteurs spécifiques.

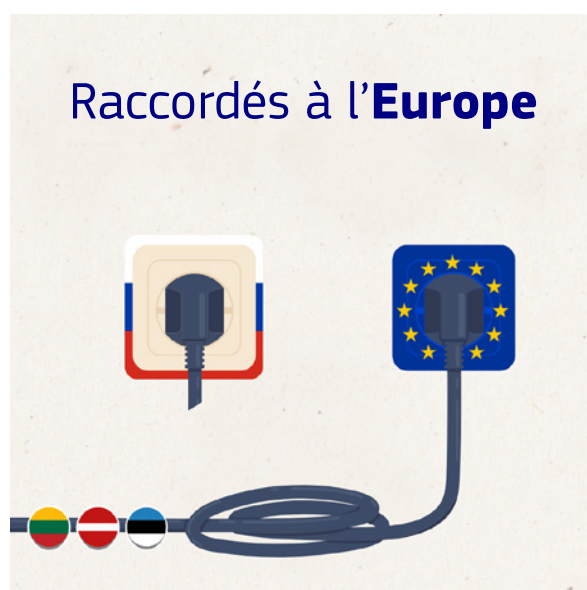
Au début de la décennie, l'UE importait de Russie 50 % de son charbon, 45 % de son gaz et 27 % de son pétrole, ce qui a créé une situation de dépendance excessive qui a été exploitée par Vladimir Poutine lorsqu'il a lancé sa guerre à grande échelle contre l'Ukraine.

Aujourd'hui, les importations de ces trois combustibles ont été interdites ou ont considérablement diminué. Grâce à **REPowerEU**, nous avons économisé de l'énergie et donné une impulsion aux sources propres indigènes, renforçant ainsi notre autonomie stratégique.



Il reste que nous ne pouvons pas compter sur une puissance hostile pour notre sécurité énergétique, et chaque euro encore payé à la Russie pour des approvisionnements énergétiques alimente sa machine de guerre. Avec la nouvelle **feuille de route REPowerEU**, la Commission souhaite **mettre fin progressivement à toutes les importations d'énergie russe.** Nous mettrons progressivement un terme à toutes les importations de gaz russe et nous faciliterons la fin des importations de pétrole russe d'ici à la fin de 2027.

Dans le même temps, nous accroîtrons notre indépendance et notre sécurité énergétique en renforçant le marché de l'électricité de l'UE. En février, **l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie** se sont synchronisées avec le réseau électrique de l'UE, rompant toutes les liaisons avec la Russie et la Biélorussie après 15 années de coopération étroite au cours desquelles **la Commission a couvert 75 % des coûts d'investissement**.



Le 9 février 2025, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, en coopération avec la Pologne, ont achevé avec succès la synchronisation de leurs réseaux électriques avec le réseau de l'Europe continentale. Il s'agissait d'un projet européen stratégique, avec un soutien de l'UE supérieur à 1,3 milliard d'euros. Désormais, les États baltes sont pleinement intégrés au marché de l'énergie de l'UE et leurs réseaux ne sont pas gérés par la Russie, ce qui renforce leur indépendance et la résilience de l'ensemble du système électrique de l'UE.

Dans notre quête de sécurité et d'indépendance, nous avons continué à construire une **union européenne de la santé** au moyen du **règlement sur les médicaments critiques**, qui **encouragera la fabrication pharmaceutique dans l'UE**.

En outre, afin de réduire les dépendances excessives et de garantir l'accès de l'UE aux **matières premières critiques**, la Commission a désigné, en mars, **47 projets stratégiques dans 13 États membres, au titre du règlement sur les matières premières critiques**, qui bénéficieront d'un soutien ciblé en ce qui concerne les dispositions relatives aux investissements en capital et aux autorisations. **Treize autres projets en dehors de l'UE** ont été sélectionnés en juin. Ils sont clairement susceptibles de contribuer à la sécurité de l'approvisionnement de l'UE et bénéficieront d'un soutien coordonné dans le cadre de nos partenariats avec les pays d'accueil.

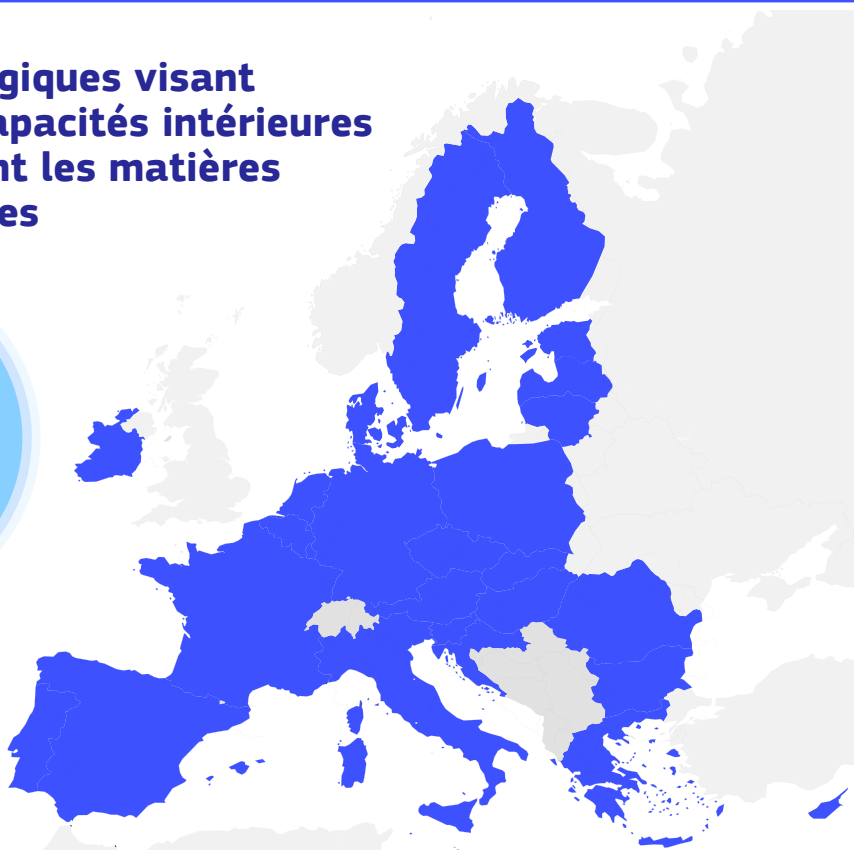


L'usine d'aimants NEO à Narva, en Estonie, est le premier projet à avoir bénéficié d'un soutien du Fonds pour une transition juste. L'installation devrait être inaugurée à la mi-septembre 2025 et sa production d'aimants permanents en terres rares devrait être suffisante pour soutenir la fabrication d'environ 1,5 million de voitures électriques, renforçant ainsi l'autonomie de l'UE en matière de matériaux critiques.



47 projets stratégiques visant à renforcer les capacités intérieures de l'UE concernant les matières premières critiques

47
projets
dans toute
l'Europe



Objectifs fixés par la législation européenne sur les matières premières critiques:

L'UE doit être autonome pour au moins **10 %** de ses besoins d'**extraction**, **40 %** de ses besoins de **transformation** et **25 %** de ses besoins de **recyclage d'ici à 2030**.

Limites administratives:
© EuroGeographics
© OpenStreetMap

Les frontières indiquées sur cette carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielle de la part de l'Union européenne.

Cartographie:
Eurostat — IMAGE, août 2025.

Aucune matière première n'est plus critique que l'eau. L'eau est un pilier de la vie et de l'économie, notamment pour l'agriculture, la pêche et l'industrie. L'approvisionnement en eau de l'Europe est de plus en plus menacé. **Environ 20 % du territoire européen et 30 % de sa population sont touchés chaque année par le stress hydrique.**

Environ **20 %**
du **territoire européen** et
30 %
de **sa population** sont touchés
chaque année par le stress hydrique.

La stratégie européenne pour la résilience dans le domaine de l'eau vise à :

restaurer et protéger le cycle de l'eau

fournir un accès à une eau propre et abordable ainsi qu'à l'assainissement pour tous

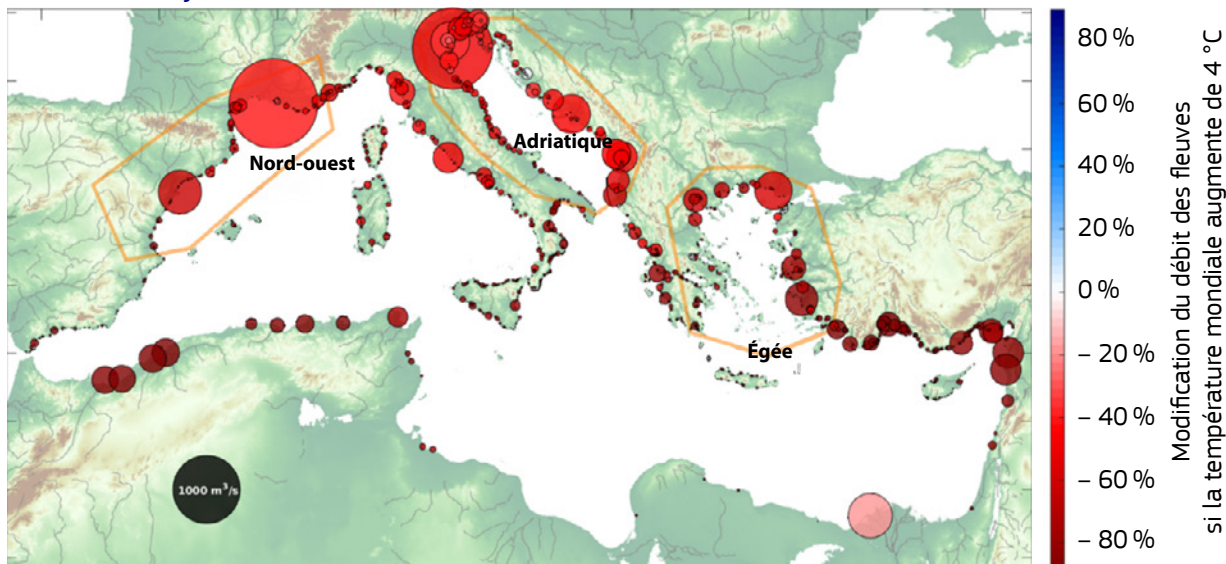
mettre en place une économie intelligente dans le domaine de l'eau afin de stimuler la compétitivité et d'attirer les investissements

Afin de se préparer aux défis futurs, la Commission a présenté en juin une **stratégie pour la résilience dans le domaine de l'eau** assortie de mesures visant à protéger le cycle de l'eau; à réduire le gaspillage de l'eau; à prévenir la pollution de l'eau, notamment par les PFAS; et, de manière globale, à garantir une eau propre et abordable pour tous.

Si nous agissons ensemble — citoyens, communautés et pouvoirs publics à tous les niveaux —, nous serons mieux préparés et beaucoup plus résilients lorsque la prochaine crise surviendra.

LA PÉNURIE D'EAU DOUCE CONSTITUE UNE MENACE POUR LA VIE MARINE

Le changement climatique pourrait entraîner une diminution de 41 % du débit des fleuves se jetant dans la mer Méditerranée



Tomáš Čermák et Anna Podmanická, deux lycéens respectivement tchèque et slovaque, ont mis au point un système innovant de purification de l'eau pour lutter contre la pollution par les antibiotiques en fusionnant la photocatalyse et le plasma. Ce système innovant, appelé PURA, nettoie les eaux usées en éliminant les résidus de produits pharmaceutiques, y compris les antibiotiques. Le système n'utilise pas de substances chimiques supplémentaires, ce qui le rend respectueux de l'environnement, et il cible des micropolluants que les stations de traitement conventionnelles ne parviennent souvent pas à éliminer. Les deux étudiants sont les lauréats mondiaux du Prix de la Terre 2025, le plus grand concours environnemental international organisé au monde pour les jeunes de 13 à 19 ans.



Une Europe sûre

Commençons par assurer notre sécurité intérieure. Dans un monde dans lequel les dangers se multiplient, la criminalité organisée, les trafiquants et d'autres criminels profitent des libertés offertes par l'Europe pour agir et se cacher de part et d'autre des frontières. La Commission est résolue à assurer la sécurité des 450 millions de citoyens de l'UE.

Grâce à la nouvelle **stratégie européenne de sécurité intérieure**, nous renforcerons le réseau d'agences de l'UE qui œuvrent pour notre sécurité afin qu'elles agissent de concert, et nous nous préparons et serons capables de faire face à un nouveau paysage de menaces hybrides qui inclut des cyberattaques comme la grande criminalité organisée.

ProtectEU — LA STRATÉGIE EUROPÉENNE DE SÉCURITÉ INTÉRIURE

DOMAINES PRIORITAIRES ET ACTIONS CLÉS

 SENSIBILISER DAVANTAGE AUX MENACES POUR LA SÉCURITÉ AFIN DE MIEUX LES ANTICIPER Analyses régulières des menaces pour la sécurité intérieure de l'UE Amélioration du partage de renseignements par les États membres, grâce à la capacité unique d'analyse du renseignement de l'UE	 LUTTER CONTRE LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE Nouvelles règles renforcées de lutte contre les réseaux de criminalité organisée, portant notamment sur les enquêtes et la protection de la jeunesse Suivi des flux financiers et renforcement des mesures visant à couper l'accès des criminels à leurs outils et actifs
 RENFORCER LES CAPACITÉS DES SERVICES RÉPRESSIFS Faire d'Europol une agence de police véritablement opérationnelle, afin de renforcer le soutien apporté aux États membres Renforcer Frontex, avec un contingent comptant à terme jusqu'à 30 000 membres Définir de nouvelles feuilles de route pour l'échange sécurisé de données et l'accès licite aux données	 LUTTER CONTRE LE TERRORISME Nouveau programme complet de lutte contre le terrorisme visant à prévenir la radicalisation, à sécuriser les espaces en ligne et les espaces publics et à répondre aux attaques au moment où elles ont lieu Nouvelle boîte à outils pour la prévention de la radicalisation Étude de faisabilité d'un nouveau système de suivi du financement du terrorisme à l'échelle de l'UE
 RENFORCER LA RÉSILIENCE FACE AUX MENACES HYBRIDES Aide aux États membres pour la sécurisation de toutes les infrastructures critiques, aussi bien physiques que numériques Nouvelles règles et nouvelles mesures de renforcement de la cybersécurité Nouvelles mesures pour renforcer la sécurité des ports et des plateformes de transit	 UN ACTEUR MAJEUR DE LA SÉCURITÉ MONDIALE Intégration accélérée dans l'architecture de sécurité de l'UE des pays candidats à l'adhésion Renforcement de la coopération avec les partenaires de l'élargissement et du voisinage, l'Amérique latine et la région méditerranéenne Équipes opérationnelles conjointes avec les autorités répressives des pays partenaires

La Commission veillera également à ce que les services répressifs puissent accéder légalement aux données et aux informations numériques dont ils ont besoin.

L'UE est de plus en plus confrontée à des menaces pesant sur la sécurité de ses **infrastructures et services critiques**. Pour protéger nos secteurs les plus vulnérables, nous avons proposé un **plan d'action visant à renforcer la cybersécurité des hôpitaux et des prestataires de soins de santé** ainsi que des mesures pour détecter les **menaces contre les câbles sous-marins**, répondre à ces menaces et les éviter.

AquaHub a été créé par une équipe d'entrepreneurs polonais qui a décroché la première place lors du hackathon EUDIS «Digital in Defence» de 2024. L'un des modules les plus révolutionnaires qu'AquaHub développe est un système autonome de recharge et de retour à la station d'accueil qui transforme la manière dont les infrastructures maritimes sont protégées. En principe, les drones doivent être physiquement retirés de l'eau pour être rechargés, ce qui espace considérablement les patrouilles. Grâce au module d'AquaHub, les drones peuvent patrouiller au-dessus des parcs éoliens, des oléoducs et des ports 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 et revenir automatiquement à une station d'accueil pour se recharger avant d'être redéployés, supprimant ainsi tout besoin d'intervention humaine. L'équipe a également bénéficié du programme de mentorat BlueInvest de la Commission, acquérant ainsi une expertise précieuse en matière de technologies de défense, de propriété intellectuelle et de gestion d'équipe.

Une sécurité solide requiert des frontières solides. Alors que l'UE célèbre 40 ans de liberté et de sécurité depuis la création de l'**espace Schengen**, nous avons célébré l'**adhésion pleine et entière de la Bulgarie et de la Roumanie à Schengen** le 1^{er} janvier 2025. Désormais, plus de 450 millions de personnes sont libres de se déplacer dans 29 pays européens.

Il convient que nos frontières extérieures soient sécurisées et bien contrôlées. Fruit d'une coopération accrue avec les pays voisins, de l'intensification de notre lutte contre le trafic de migrants et de l'action résolue de l'UE visant à lutter contre l'instrumentalisation des migrations, une diminution importante du nombre de franchissements irréguliers des frontières a été constatée dans l'Union européenne.

Les mesures mises en œuvre jusqu'à présent produisent déjà des effets. Au cours du premier semestre 2025, **les franchissements illégaux des frontières dans l'UE ont diminué de 21 %** par rapport au premier semestre 2024.



Le **pacte sur la migration et l'asile** est notre principal outil permettant de gérer la migration de manière équitable et ferme, et en faisant preuve de solidarité avec les États membres soumis à une intense pression migratoire.

En juin 2025, la Commission a présenté un rapport sur les préparatifs réalisés au niveau de l'UE et par les États membres en vue de la mise en œuvre du pacte en juin 2026.

Le rapport met en évidence des progrès importants, ainsi que des défis à relever.

Dans cette optique, la Commission a concentré en début de période les principaux éléments du pacte afin de soutenir les États membres dans leurs préparatifs de mise en œuvre. Nous avons proposé une première **liste de l'UE des pays d'origine sûrs** ainsi qu'une simplification du concept de **pays tiers sûr**, afin d'accélérer les procédures d'asile tout en respectant les droits fondamentaux.

Nous devons également intensifier l'exécution des décisions de retour pour les personnes ne disposant pas du droit légal de rester dans l'UE.

Le **système européen commun en matière de retour** rendra possible la reconnaissance mutuelle des décisions de retour entre les États membres et créera une décision de retour européenne.

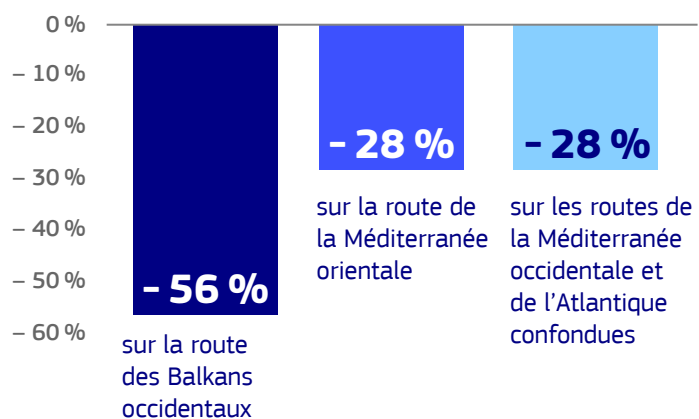
En outre, la proposition ouvre la possibilité d'instaurer des **plateformes de retour dans les pays tiers**: les personnes qui ont fait l'objet d'une décision de retour et qui résident illégalement dans l'UE pourraient être renvoyées dans un pays tiers dans l'attente de leur retour dans leur pays d'origine.

Nous respecterons toujours nos obligations internationales, mais le régime d'asile doit fonctionner pour tous et il ne doit pas être utilisé abusivement par les personnes qui n'ont pas droit à la protection internationale. Telle est la politique de migration et d'asile que nous mettons en place — **une politique à la fois équitable et ferme**.

DIMINUTION DU NOMBRE DE FRANCHISSEMENTS ILLÉGAUX DES FRONTIÈRES DANS L'UE EN 2025 (*)

- 21 %
dans l'ensemble
en Europe

(*) Premier semestre de 2025 par rapport à la même période en 2024.



Un partenaire mondial fiable

Le monde actuel est de plus en plus imprévisible. Les relations internationales évoluent. Les anciennes certitudes se sont estompées.

Nous devons renforcer notre sécurité économique. Même si **l'UE reste ouverte aux échanges et à la coopération**, elle défendra toujours les intérêts de nos citoyens et de nos entreprises et elle les protégera contre les pratiques commerciales déloyales.

Dans ce contexte géopolitique difficile, **l'UE est devenue le partenaire de choix pour un commerce et des investissements fiables et fondés sur des règles**. Ces derniers mois, des pays du monde entier se sont tournés vers l'UE afin de négocier de **nouveaux accords commerciaux et de partenariat ou de mettre à jour les accords existants**. Ils savent ce que nous pouvons leur offrir. Nous sommes fiables. Nous respectons les règles du jeu. Nos industries sont performantes et les entreprises étrangères profitent du commerce avec l'UE.

Nous avons réalisé des **progrès substantiels dans d'importantes négociations commerciales**, du **Mercosur** à **l'Inde** et du **Mexique** à **l'Indonésie**. Nos relations bilatérales avec le **Royaume-Uni** et la **Suisse** sont entrées dans une nouvelle phase. Et nous avons renforcé nos liens avec d'autres régions importantes telles que **l'Asie centrale**.

Les **États-Unis** sont le plus grand partenaire commercial de l'UE. Nos échanges commerciaux se chiffrent à 1 600 milliards d'euros annuels, ce qui fait de notre partenariat commercial le plus grand du monde. Ensemble, **nous sommes parvenus à un accord qui assure la stabilité de notre partenariat et la prévisibilité pour nos entreprises et nos consommateurs**.

Notre **stratégie «Global Gateway»** est devenue une source fiable d'investissement au niveau mondial, créant des emplois locaux de qualité et apportant de la valeur ajoutée dans le monde. **Elle a mobilisé près de 180 milliards d'euros d'investissements publics et privés — et nous sommes bien partis pour dépasser l'objectif initial de 300 milliards d'euros en sept ans.**

Investissements publics et privés dans le cadre de la stratégie «Global Gateway»

Objectif: 300 milliards d'euros d'ici à 2027

→ Bien partis pour dépasser l'objectif initial



L'Europe a **exporté la solidarité que nous appliquons chez nous**. Nous sommes engagés dans un **programme multilatéral ambitieux**, depuis la protection du climat et de l'environnement jusqu'à la prévention des pandémies. Enfin, nous restons le **premier fournisseur d'aide internationale dans le monde** et un donateur humanitaire de premier plan.

Une nouvelle ère de partenariats et d'accords commerciaux

L'UE dispose d'un vaste réseau d'accords commerciaux: **44 accords avec 76 partenaires commerciaux**. Nous œuvrons **à la création de nouveaux partenariats et à l'approfondissement des partenariats existants**.

Les récents différends commerciaux ont montré qu'il était important de diversifier nos échanges et de chercher des potentiels inexploités afin d'accroître notre sécurité économique et de réduire les dépendances excessives. **Bien que les États-Unis restent le principal partenaire commercial de l'UE et représentent 20 % de nos échanges commerciaux, 80 % de ceux-ci ont lieu avec d'autres pays**, qui sont nombreux à vouloir renforcer leurs relations avec nous.

Technilum, une entreprise française spécialisée dans le mobilier urbain d'éclairage, a sensiblement augmenté ses exportations vers le Canada grâce à l'accord commercial UE-Canada (CETA). L'accord a réduit de 7 % les droits de douane, ce qui a rendu les produits de Technilum plus compétitifs. L'entreprise a ainsi pu décrocher de nombreux contrats dans des villes telles qu'Ottawa, Vancouver et Calgary et sa croissance a augmenté de près de 80 % sur le marché canadien. L'entreprise fabrique localement, en France, soutenant ainsi l'emploi local.

L'UE — un partenaire privilégié



**44 accords
avec
76 partenaires
commerciaux**

© Adobe Stock



© Groupduped, 2021

Ces derniers mois, la Commission a mené à bien les négociations sur des partenariats ambitieux avec le **Mercosur et le Mexique**; elle est, en outre, parvenue à une entente politique en vue de conclure un accord avec l'**Indonésie**, l'une des plus grandes démocraties au monde.

Nos relations commerciales avec l'**Inde** ont connu des avancées, la présidente von der Leyen et le Premier ministre Modi étant convenus d'accélérer les pourparlers en vue de parvenir à un accord cette année. Dans le même temps, les deux parties se sont engagées à adopter un **programme stratégique commun** pour traiter les questions mondiales, favoriser la sécurité et promouvoir la prospérité mutuelle.

Nous avons relancé les négociations commerciales avec la **Malaisie**; nous les avons ouvertes avec les **Émirats arabes unis**; nous avons finalisé des accords sur le commerce numérique avec la **République de Corée** et **Singapour**, accords qui sont particulièrement importants, car nous adaptons des partenariats de longue date aux exigences de l'ère numérique.

Avec l'**Afrique du Sud**, nous avons ouvert des négociations pour notre tout premier **partenariat pour des échanges et des investissements propres**. Il facilitera le commerce des minerais critiques et des énergies propres, en développant des industries stratégiques dans le pays afin que des emplois de qualité et de la valeur y soient créés et conservés. Dans le même temps, il favorisera la compétitivité de nos entreprises dans le cadre de la transition verte.

Enfin, en ce qui concerne les **États-Unis**, notre partenaire commercial à hauteur de 1 600 milliards d'euros annuels, l'accord conclu en juillet entre les présidents Trump et von der Leyen apporte **la stabilité et la prévisibilité indispensables pour les entreprises et les consommateurs de l'UE**. L'accord prévoit un plafond tarifaire de 15 % pour la grande majorité des produits, ce qui permet aux exportateurs de l'UE de rester compétitifs sur le marché essentiel des États-Unis. Nous sommes également convenus d'un régime spécial prévoyant des droits de douane moins élevés pour certains produits, tels que les aéronefs et les produits pharmaceutiques génériques, et nous continuerons d'œuvrer pour inclure

davantage de produits dans ce régime de droits réduits. Dans le même temps, nous tâcherons d'être à la hauteur de notre ambition consistant à nous affranchir de l'énergie russe en achetant du gaz naturel liquéfié, du pétrole et des produits énergétiques nucléaires américains, et nous assurerons nos capacités en matière d'IA grâce à un approvisionnement constant en semi-conducteurs américains pour les centres informatiques européens.

À mesure que nous renforçons nos partenariats commerciaux dans le monde entier, nous poursuivons également les négociations en vue de faire avancer **la réforme de l'union douanière**, qui favorisera encore le commerce international tout en préservant le marché unique.

«**Global Gateway**» a continué de soutenir les infrastructures et la connectivité intelligentes et durables à travers le monde. Un **programme d'investissement de 4,7 milliards d'euros** aidera l'Afrique du Sud à effectuer une transition énergétique juste et propre. Nous finançons des programmes de formation professionnelle en **Angola** afin que la population angolaise puisse acquérir des compétences et travailler au développement du **corridor de Lobito**. En outre, le câble sous-marin **Blue Raman**, qui reliera l'Inde à l'Europe via Djibouti, sera prolongé jusqu'au **Kenya**, à la **Somalie** et à la **Tanzanie**, reliant ainsi l'Afrique orientale aux marchés numériques.

La présidente von der Leyen et le président Ramaphosa de l'Afrique du Sud ont également joint leurs efforts pour soutenir une transition énergétique propre en Afrique au travers de la campagne «**Scaling up Renewables in Africa**».

En **Amérique latine** et dans les **Caraïbes**, nous encourageons l'expansion du haut débit par satellite. À la **Barbade**, nous soutenons un projet de stockage de l'hydrogène vert ainsi que la recherche et la fabrication pharmaceutiques, renforçant ainsi la résilience sanitaire de l'ensemble de la région.

L'ACCORD UE - ÉTATS-UNIS

La relation transatlantique, qui se chiffre à **1 600 milliards d'euros** annuels, est la relation économique la plus importante du monde.



assure un accès compétitif et continu des exportations de l'UE au marché américain



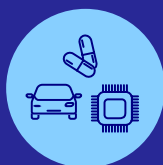
présERVE des millions d'emplois dans l'UE



présERVE des chaînes de valeur transatlantiques profondément intégrées, dont beaucoup dépendent des PME européennes



fixe un plafond tarifaire tout compris de 15 % maximum pour les produits de l'UE



prévoit un plafond de 15 % applicable aux exportations européennes de voitures, de produits pharmaceutiques, de semi-conducteurs et de bois d'œuvre



prévoit des droits de douane moins élevés pour certains produits de l'UE tels que les aéronefs, le liège et les produits pharmaceutiques génériques



prévoit de réduire davantage les droits de douane dans toute une série de secteurs



vise à renforcer la coopération en matière de sécurité économique



prévoit la coopération dans le commerce de l'acier et de l'aluminium



prévoit l'approvisionnement fiable en produits énergétiques américains afin d'accélérer la transition de l'UE vers un système indépendant des combustibles fossiles russes

Pour aller encore plus loin, un **partenariat stratégique** a été mis en place entre l'UE et les cinq pays d'Asie centrale lors du **tout premier sommet UE-Asie centrale** en avril. Comme premier signe du nouvel élan de notre relation, un **programme d'investissement au titre de «Global Gateway» de 12 milliards d'euros** soutiendra la coopération sur le climat, l'énergie et les matières premières critiques.

Nous avons également approfondi nos relations avec nos partenaires traditionnels. Nous avons finalisé les négociations avec la **Suisse** sur plusieurs accords qui renforceront et élargiront notre partenariat, notamment la participation de la Suisse au marché unique de l'UE, au marché de l'électricité de l'UE et à des programmes phares tels que Horizon Europe, le programme pour une Europe numérique et Erasmus+, ainsi qu'un nouvel accord sur sa contribution financière à la cohésion économique et sociale de l'UE.

Nous avons également ouvert un nouveau chapitre de nos relations bilatérales avec le **Royaume-Uni**. En mai, nous avons conclu un **partenariat en matière de sécurité et de défense (PSD)**. Nous sommes convenus d'un **accès réciproque aux eaux de pêche jusqu'en 2038**, et nous œuvrons en vue d'un **accord sur des mesures sanitaires et phytosanitaires**; du **couplage des systèmes d'échange de quotas d'émission des deux parties**; de l'association du Royaume-Uni à **Erasmus+**; et d'un **programme d'expérience pour les jeunes** permettant aux jeunes des deux parties de vivre, d'étudier, de se former et de nouer des amitiés à l'étranger.

En outre, nous avons conclu un PSD avec le **Canada** en juin et nous entamerons prochainement des négociations en vue d'un accord sur le commerce numérique. Avec l'**Islande**, nous négocierons un autre PSD et nous sommes convenus d'intensifier notre coopération sur la pêche, la gouvernance des océans et l'Arctique.

Avec le **Japon**, l'un de nos plus proches partenaires en Asie orientale, nous avons lancé une **alliance pour la compétitivité** reposant sur des échanges bilatéraux accrus, une sécurité économique renforcée et davantage de coopération en matière d'innovation et de transitions propres et numériques. La coopération en matière de défense, dans le cadre de notre PSD actuel, sera également renforcée.

L'UE dispose de partenariats en matière de sécurité et de défense avec les pays suivants:



Et nous en négocions avec les pays suivants:



Œuvrer pour la paix au Moyen-Orient et pour une région méditerranéenne prospère

La prospérité du bassin méditerranéen revêt un intérêt stratégique pour l'Union européenne car cette dernière s'efforce d'améliorer sa compétitivité, d'accroître sa sécurité et de gérer la migration.

Nous souhaitons élaborer un nouveau pacte pour la région avec les partenaires de l'Europe situés sur l'autre rive.

Nulle part en Méditerranée, le besoin de paix n'est plus urgent qu'au **Moyen-Orient**, plus particulièrement dans la **bande de Gaza**. Nous avons continué à œuvrer pour la paix, appelant à un cessez-le-feu, à un accès illimité à l'aide humanitaire à Gaza et à la libération inconditionnelle de tous les otages. Nous réaffirmons notre engagement sans faille en faveur d'une paix juste, globale et durable fondée sur une **solution à deux États**.

L'UE reste de loin **le plus gros donateur international et fournisseur d'aide humanitaire aux Palestiniens**. Nous avons sensiblement augmenté notre aide humanitaire à Gaza. Depuis le début de cette année, l'UE a alloué et versé plus de 170 millions d'euros d'aide humanitaire. Nos opérations de pont aérien humanitaire ont fourni plus de 4 900 tonnes d'aide vitale et nous avons aidé à évacuer des centaines de patients ayant besoin d'une assistance médicale.

Après un **réexamen de l'article 2 de l'accord d'association UE-Israël**, la Commission a proposé en juillet de suspendre partiellement la participation d'Israël à Horizon Europe. Bien qu'Israël ait respecté certains de ses engagements

dans le cadre de l'entente commune sur l'aide humanitaire et l'accès à Gaza, la situation reste grave.

La stabilité dans la région repose sur une **Autorité palestinienne bien établie et performante**, qui contrôle l'entièreté de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Afin d'atteindre cet objectif, la Commission apporte un soutien **à concurrence de 1,6 milliard d'euros** entre 2025 et 2027, afin d'améliorer le fonctionnement de l'administration publique et d'encourager la relance économique sur le terrain.

En outre, nous soutenons l'**Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)** afin de prodiguer éducation, soins de santé primaires et aide d'urgence aux réfugiés palestiniens dans la région..



© Unicef, 2019

Plus au nord, depuis la chute du régime de Bachar al-Assad en **Syrie**, nous nous efforçons d'aider le peuple syrien à reconstruire un pays **dans lequel les minorités nationales sont respectées et protégées**. En décembre, la Commission a lancé une opération de pont aérien humanitaire destiné à apporter un soutien aux personnes les plus nécessiteuses en Syrie. En mars, lors de la conférence «**Standing with Syria: meeting the needs for a successful transition**», la Commission et les États

membres se sont engagés à **apporter au total 5,8 milliards d'euros**.

En juin, la Commission a ensuite proposé un soutien supplémentaire de **175 millions d'euros** afin de s'appuyer sur les progrès engendrés par la décision de l'UE visant à lever les sanctions économiques contre le pays. Les nouveaux fonds soutiennent le développement institutionnel de la Syrie et les initiatives centrées sur les communautés.

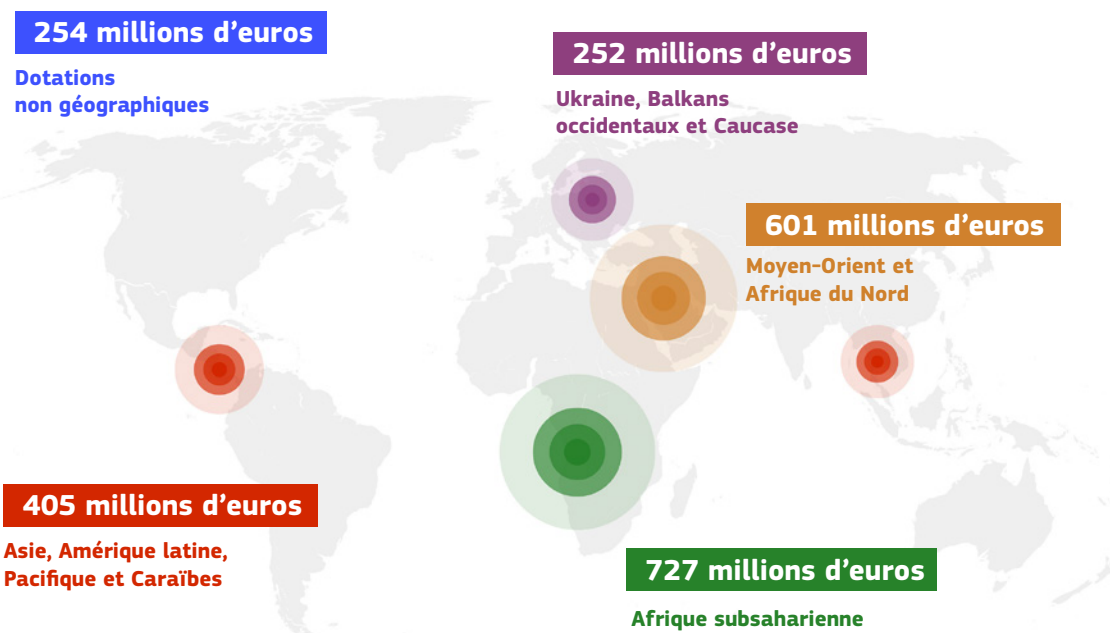
Un acteur pour la paix et la solidarité dans le monde

L'UE est le premier donateur d'aide internationale dans le monde et un donateur humanitaire de premier plan. Ce rôle a gagné en importance, car d'autres donateurs ont

réduit leur financement de l'aide humanitaire. Nous savons que dans de nombreuses régions du monde, **le soutien de l'UE peut sauver des vies**.

L'AIDE HUMANITAIRE DE L'UE EN 2025

Budget total: 2,2 milliards d'euros



En août 2025

En mai, lors du **Forum humanitaire européen**, la Commission a promis **2,3 milliards d'euros pour 2025** afin de répondre aux besoins humanitaires les plus urgents générés par les conflits **en Ukraine, à Gaza et au Soudan**.

Grâce au financement de l'UE, le Comité international de secours maintient des centres médicaux dans des camps de personnes déplacées à l'intérieur du pays et de réfugiés, y compris dans les camps de Gedaref, dans l'est du Soudan. Ces centres médicaux constituent une planche de salut vitale pour les femmes et les filles déplacées qui sont touchées de manière disproportionnée par la crise. En effet, les femmes et les filles constituent la majorité des personnes déplacées et plus de 12 millions de femmes et de filles sont exposées au risque de violence de genre partout au Soudan. Les installations permettent aux femmes et aux filles d'accéder aux soins de santé sexuelle et génésique nécessaires en maintenant des mesures fortes de prévention des infections et de lutte contre celles-ci, en fournissant des espaces sûrs équipés de postes de lavage des mains, de toilettes et de systèmes de gestion des déchets, mais aussi en fournissant du soutien et des conseils.

En plus de cet engagement, la Commission apporte une aide humanitaire vitale aux populations les plus fragiles en Afghanistan, au Yémen, en Amérique latine et dans les Caraïbes, dans la Grande Corne de l'Afrique, en Afrique occidentale, centrale et australe, dans l'océan Indien et dans les régions concernées par la crise des réfugiés rohingyas.

Au niveau mondial, la Commission s'est engagée à verser une enveloppe supplémentaire de **3,4 milliards d'euros pour combattre la malnutrition dans le monde**, en ciblant particulièrement les enfants de moins de 5 ans ainsi que les jeunes femmes enceintes et les jeunes mères allaitantes.

Lorsque des crises surviennent chez nous et à l'extérieur, le **centre de coordination de la réaction d'urgence (ERCC) de la Commission** reste au cœur de la réponse collective de l'UE. L'ERCC est devenu un véritable pôle de coordination des crises. Au travers du **mécanisme de protection civile de l'Union**, la Commission, les États membres et les pays associés coordonnent la fourniture d'aide aux partenaires dans le besoin.

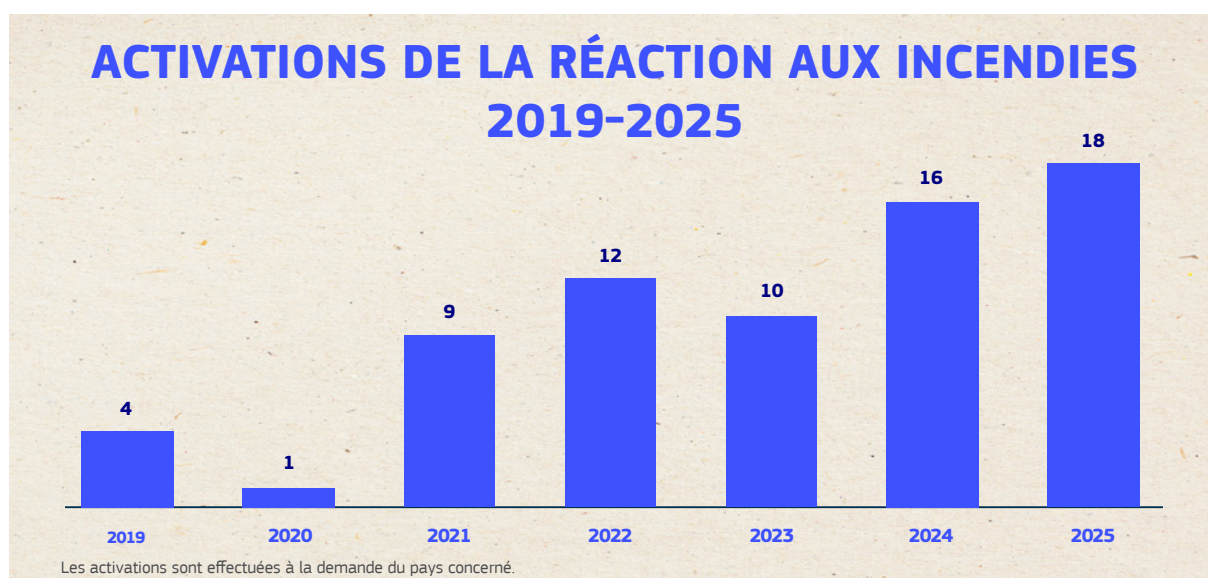
Nous avons ainsi pu répondre à des crises lointaines et de grande ampleur. Par exemple, nous avons fourni plus de 4 900 tonnes d'aide humanitaire à Gaza par voie aérienne, terrestre et maritime. Des opérations d'aide humanitaire supplémentaires sont venues au secours **du Myanmar/de la Birmanie** en avril, à la suite du séisme meurtrier d'une magnitude de 7,9 qui a fait plus de 5 000 victimes. Une autre opération est venue au secours du **Mozambique** en décembre, après le passage du cyclone Chido.





Un exemple très concret de la solidarité européenne est **notre aide médicale vitale**. La Commission a coordonné des **évacuations médicales en Ukraine et à Gaza** afin que les personnes les plus vulnérables puissent poursuivre leur traitement dans des hôpitaux européens. De même, lorsqu'un incendie est survenu dans une discothèque de la ville de Kočani, en Macédoine du Nord, **40 patients souffrant de graves brûlures ont été évacués afin d'être traités dans divers États membres**.

En outre, étant donné que de graves incendies de forêt ont frappé plusieurs pays au cours de la saison estivale de cette année, l'ERCC a organisé et coordonné le déploiement de pompiers et d'avions sur l'ensemble du continent. À la mi-août, le nombre d'activations du mécanisme de protection civile de l'Union pour la saison avait déjà dépassé le total des activations pour des incendies de forêt en 2024: 11 pays, du Portugal et de l'Espagne à la Bulgarie en passant par la Bosnie-Herzégovine, ont **demandé et reçu un soutien pour lutter contre les incendies de forêt grâce à la solidarité de l'UE**.



Un défenseur de la coopération à l'échelle mondiale

Tout comme nous le faisons au sein de l'Union, **nous cherchons également à dégager des consensus et à définir des objectifs communs à l'étranger**. Aucun pays sur Terre n'est épargné par les effets du changement climatique, par la dégradation de l'environnement, par le terrorisme ou par la criminalité organisée, qui utilise aussi des moyens numériques pour les besoins de ses activités. Un ordre international prévisible et fondé sur des règles nous permet à tous de relever ces défis collectivement.

En s'appuyant sur les enseignements tirés de la pandémie de COVID-19, un **accord de l'Organisation mondiale de la santé sur les pandémies**, qui vise à lutter contre les urgences sanitaires mondiales, a été conclu en mai à Genève, la Commission ayant négocié au nom des États membres.

De même, nous nous sommes mobilisés pour renforcer les efforts en matière de vaccination à l'échelle mondiale, une initiative particulièrement importante compte tenu de la diminution actuelle des ressources disponibles. En juin, l'UE et la fondation Gates ont organisé conjointement le **sommet mondial: «Santé et prospérité grâce à la vaccination»** à Bruxelles. Ce sommet des donateurs a levé plus de 7,7 milliards d'euros pour la période 2026-2030 en faveur de Gavi, l'Alliance du vaccin.

Ce financement permettra à Gavi de se rapprocher de son objectif consistant à vacciner 500 millions d'enfants contre des maladies évitables et à protéger le monde contre les foyers de maladies mortelles grâce aux stocks de vaccins dont cette Alliance dispose.

La Commission est également à la tête des efforts déployés pour obtenir la ratification de l'**accord sur la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale**, qui permettra la protection de la biodiversité en haute mer. L'accord doit être ratifié par au moins 60 pays, mais le processus est au point mort depuis peu. La Commission a réagi en annonçant une contribution de **300 millions d'euros** afin d'intensifier les efforts entrepris par les pays partenaires pour préserver la biodiversité marine, ratifier l'accord le plus rapidement possible et soutenir une meilleure gouvernance des océans.

«Plastic-Free Youth» («Jeunesse sans plastique») est un projet d'échanges de jeunes relevant d'Erasmus+ et axé sur la lutte contre le changement climatique. Il s'agit par ce projet, qui réunit des jeunes originaires de quatre États membres (Espagne, France, Croatie et Roumanie) et issus de milieux différents, de s'atteler aux problèmes de la pollution des océans et d'œuvrer à la protection de la faune à Fuerteventura. Les participants prennent conscience, dans ce cadre, de l'impact humain sur l'environnement en collectant des déchets, en développant leurs connaissances sur les microplastiques et en relevant certaines données sur l'état actuel du littoral.



POURQUOI L'OcéAN EST-IL IMPORTANT?

Fondement de la vie sur Terre, l'océan fournit une multitude de ressources, d'avantages et de services. Il est primordial pour notre sécurité alimentaire, notre production énergétique et nos données. Il est essentiel à la prospérité et à la compétitivité de l'économie bleue de l'UE.



> 70 %

de la surface de la planète



5 millions

d'emplois au sein de l'UE



80 %

de la biodiversité mondiale



99 %

du trafic internet mondial transite par les câbles sous-marins



74 %

du commerce extérieur de l'UE effectué par voie maritime



± 50 %

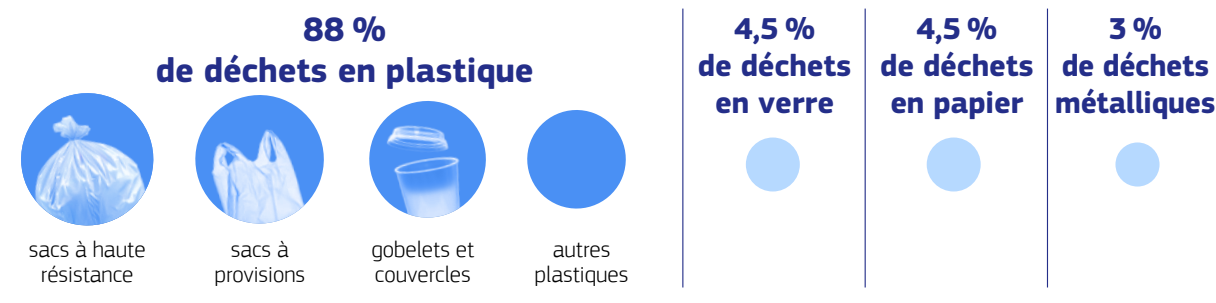
de l'oxygène produit sur notre planète

Avec 70 000 kilomètres de littoral, l'Europe est un continent maritime. Un Européen sur cinq vit sur le littoral. L'océan offre une alimentation durable et constitue une source inépuisable d'énergie propre. Il permet le transport des trois quarts des échanges commerciaux européens et tempère notre climat. Pour toutes ces raisons, la Commission a élaboré un **pacte européen pour l'océan**, présenté lors de la **conférence des Nations unies sur l'océan**. Ce pacte poursuivra plusieurs priorités: restaurer la santé des océans, soutenir les communautés côtières et insulaires, faire progresser la recherche concernant l'océan, améliorer la sûreté maritime et stimuler une économie bleue durable et compétitive.

Le combat pour protéger nos océans étant un enjeu mondial, nous devons construire une alliance mondiale forte et nous soutenir les uns les autres. La Commission s'est engagée à **investir 1 milliard d'euros dans des projets à travers le monde** qui soutiennent les océanographes et océanologues ainsi que les personnes qui gagnent leur vie en mer.

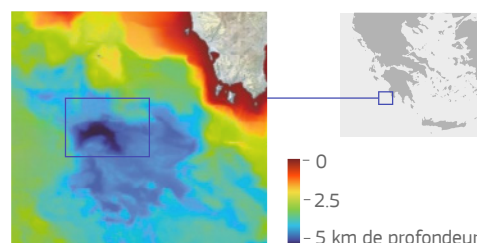
DÉCHETS REPOSANT SUR LES GRANDS FONDS MARINS

Déchets identifiés:



**> 26 000 déchets
par km²**

trouvés sur le fond marin
de la fosse Calypso
(mer Méditerranée)



© Adobe Stock

Tandis que l'Europe réaffirme son **engagement de parvenir à la neutralité climatique d'ici à 2050**, nous continuons également d'aider nos partenaires à atteindre leurs propres objectifs climatiques. Nous n'avons qu'une seule planète Terre et nous subissons tous la hausse des températures et les phénomènes météorologiques extrêmes de plus en plus fréquents. Nous travaillons avec les États membres et nos partenaires mondiaux pour faire en sorte que la **conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP 30)** qui se tiendra au Brésil dans le courant de l'année et au cours de laquelle les engagements nationaux seront révisés, soit l'occasion d'accroître nos ambitions et notre détermination à l'échelle mondiale.

Afin de maintenir la dynamique de la transition vers une énergie propre et de débloquent davantage d'investissements, la Commission a lancé, en janvier, le **forum mondial sur la transition énergétique** en collaboration avec l'Agence internationale de l'énergie. Ce forum contribuera à la réalisation des objectifs

consistant à tripler la capacité de production d'énergie renouvelable et à doubler l'efficacité énergétique d'ici à 2030, qui ont été convenus par les dirigeants mondiaux lors de la COP 28.

Parallèlement à la transition propre, l'UE joue également un rôle de premier plan dans la **transition numérique** à l'échelle mondiale. En juin, la Commission et la haute représentante ont présenté une **stratégie numérique internationale** visant à ouvrir la coopération numérique avec des partenaires à l'étranger.

Au titre de cette stratégie, la Commission s'emploiera à élargir ses partenariats en investissant dans la transition numérique à l'étranger, dans l'IA, les infrastructures publiques numériques des réseaux 5G/6G, la cybersécurité et la gouvernance numérique mondiale.

Une Europe démocratique, dotée d'un budget adapté à l'avenir

L'Europe passe à la vitesse supérieure pour relever les défis d'aujourd'hui et de demain.

La Commission est déterminée à doter l'Union des outils dont elle aura besoin dans les années à venir. Pour autant, cette adaptation ne doit pas être synonyme d'un renoncement à nos valeurs et aux piliers sur lesquels l'UE s'est construite:

la paix, la liberté, la démocratie et l'état de droit.

Nous devons protéger notre démocratie et en prendre soin quotidiennement. La démocratie veille à ce que les citoyens puissent exprimer librement leur point de vue, avoir leur mot à dire sur leur avenir, participer à la vie démocratique et jouir pleinement de leurs droits fondamentaux.

Cela commence par le pluralisme et l'indépendance des médias — des principes fondamentaux de la démocratie européenne. Le **règlement européen sur la liberté des médias** s'applique pleinement depuis août 2025. Cela signifie une protection accrue de l'indépendance éditoriale et des sources journalistiques, davantage de garanties pour le fonctionnement indépendant des médias publics et une plus grande transparence de la propriété des médias..

La démocratie, la sécurité et l'économie européennes reposent sur l'état de droit. Ce dernier constitue la pierre angulaire qui permettra de traduire les valeurs de l'UE en avantages concrets pour les Européens, grâce à la stabilité, à l'égalité, à la cohésion sociale et à la compétitivité. C'est pourquoi nous nous efforçons en permanence de le défendre.

Depuis sa création en 2020, le **rapport sur l'état de droit** est désormais un outil consacré de dialogue entre les États membres et la Commission.

Il constitue un puissant instrument de prévention et un catalyseur de réforme, y compris au moyen de recommandations qui fournissent des orientations en vue de renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire, la liberté des médias, la lutte contre

la corruption, et le dialogue avec la société civile dans tous les États membres.

À la suite de l'inclusion, en 2024, des pays concernés par l'élargissement qui sont les plus avancés dans leurs négociations d'adhésion, le rapport, cette année, a mis plus particulièrement l'accent sur des aspects liés à l'état de droit qui pourraient exercer une **influence directe sur le bon fonctionnement du marché unique**, tels qu'une bonne législation, les règles en matière de marchés publics et la stabilité de l'environnement réglementaire. L'état de droit sous-tend nos efforts en matière de compétitivité, étant donné que les entreprises, et notamment les PME, ont besoin d'un environnement économique stable et prévisible.

Le rapport a confirmé la trajectoire positive dans de nombreux États membres, d'importantes réformes ayant été mises en œuvre au cours des dernières années. Néanmoins, il a également permis de mettre en évidence la persistance de problèmes, parfois graves, dans certains États membres.

Le respect de l'état de droit est non négociable.

Au titre du prochain cadre financier pluriannuel (CFP), la Commission évaluera en permanence le respect par les États membres des principes de l'état de droit ainsi que la bonne gestion financière des fonds. L'accent sera mis en particulier sur le **soutien à la mise en œuvre des recommandations contenues dans le rapport sur l'état de droit**. En outre, le **règlement relatif à la conditionnalité** continuera de protéger le budget de l'UE contre les violations des principes de l'état de droit.

Le **budget de l'UE** est le moteur de nos actions, qui permet de traduire nos principes en réalités. C'est l'outil que nous utilisons pour **bâtir une Europe plus forte, plus indépendante et plus prospère et ainsi investir dans ce qui compte pour nos concitoyens**.

Au cours des cinq dernières années, le **budget de l'UE n'a cessé de se dépasser** et a permis de faire face à des problèmes majeurs et inattendus, de la pandémie de COVID-19 à l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, mais il nous faut bien admettre que nous avons atteint les limites de ce qu'il est possible de faire avec ce budget.

Aujourd'hui, les tensions géopolitiques s'intensifient, les règles commerciales sont réécrites, la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes augmente et les évolutions technologiques sont plus rapides que jamais. **L'UE a besoin d'un budget à long terme qui soit capable de faire rapidement face aux nouvelles réalités et soit suffisamment flexible pour s'adapter aux défis à venir.**

En juillet et septembre, la Commission a présenté sa proposition de prochain budget à long terme de l'UE pour la période 2028-2034, le CFP.

Porté à près de 2 000 milliards d'euros, ce budget est le plus ambitieux jamais proposé. Il est conçu pour être **plus flexible**, afin de permettre à l'Europe d'agir rapidement lorsque les circonstances changent, **plus simple**, avec un nombre de programmes d'investissement ramené de 52 à 16, **rationalisé** et **plus facile d'accès pour les bénéficiaires**.

Le nouveau budget nous permettra de mieux investir dans l'intérêt des Européens au moyen de **plans de partenariat national et régional** sur mesure. Ces plans seront conçus et mis en œuvre dans le cadre d'une collaboration étroite entre la Commission, les États membres, les régions et les collectivités locales. **Les paiements seront subordonnés à la réalisation de jalons et de cibles fixés au préalable.**

La cohésion et l'agriculture occuperont une place centrale, avec un montant minimal de 300 milliards d'euros affecté au soutien des revenus des agriculteurs et des pêcheurs, près de 220 milliards d'euros consacrés aux investissements dans les régions moins développées et au moins 14 % des dotations nationales destinées aux dépenses sociales.

UN BUDGET DE L'UE MIEUX RÉFLÉCHI, MIEUX DÉFINI ET PLUS IMPORTANT



Plus important

2 000 milliards d'euros (1,26 % du RNB de l'UE), à la hauteur des besoins et de l'ambition de l'Europe



Plus intelligent dans sa conception

Axé sur les résultats, plus simple pour les bénéficiaires et plus souple



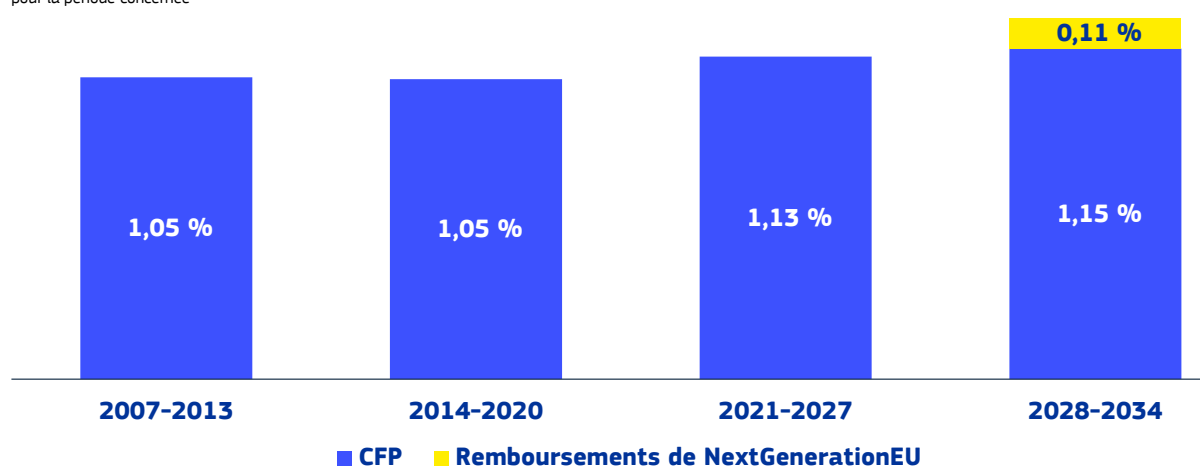
Recentré sur les priorités

Axé sur les priorités européennes

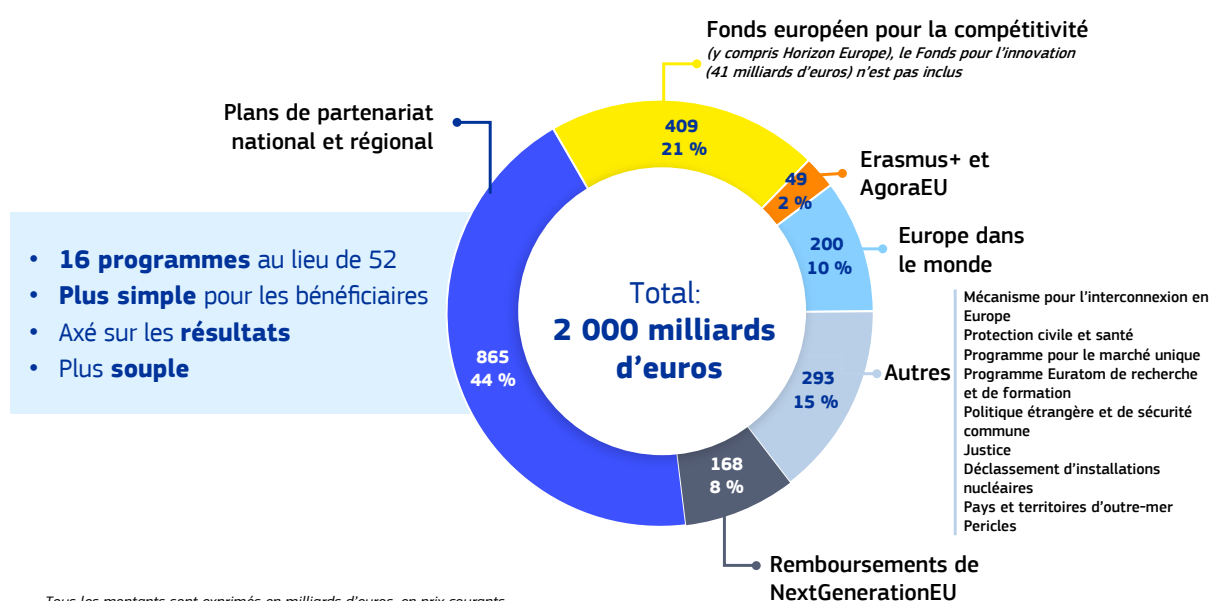
UN BUDGET DE L'UE AMBITIEUX POUR UNE EUROPE AMBITIEUSE

Pourcentage du revenu national brut (RNB)
pour la période concernée

Évolution du CFP



Les crédits d'engagement sont basés sur les cadres financiers pluriannuels adoptés (y compris le Fonds de solidarité de l'Union européenne et la réserve d'aide d'urgence). Les montants du revenu national brut sont basés sur les premiers ajustements techniques du cadre financier pluriannuel concerné.



Dans le même temps, nous continuerons à investir dans notre jeunesse. **Le budget du programme Erasmus+ sera augmenté de 50 %** afin d'aider les jeunes à étudier et à faire du bénévolat dans d'autres pays de l'UE, en vue de renforcer le sentiment de lien et d'engagement civique et d'encourager ces jeunes à découvrir notre continent. Dans le même temps, le **programme AgoraEU** soutiendra le secteur de la création, protégera la liberté des médias et promouvra nos droits fondamentaux et nos valeurs communes.

La prochaine composante du nouveau budget permettra de **renforcer notre compétitivité**. Le nouveau **Fonds européen pour la compétitivité**, doté de 409 milliards d'euros, permettra d'assurer la sécurité des chaînes d'approvisionnement, d'accroître notre sécurité économique, de renforcer l'innovation et d'aider l'Europe à mener la course mondiale aux technologies propres et intelligentes.

Flow est un film d'animation réalisé par le cinéaste letton Gints Zilbalodis. Coproduction lettonne, belge et française, ce film prouve que la créativité transfrontière peut être source de force, d'inspiration et de reconnaissance à l'international. Il a bénéficié, pour sa distribution mondiale, du soutien du programme «Europe créative» et a reçu le prix LUX du public en 2024. En outre, ses récompenses aux Golden Globes et aux Oscars ainsi que son succès mondial font de *Flow* l'une des productions culturelles les plus appréciées à l'international au cours des dernières années.

Au titre du Fonds pour la compétitivité, **131 milliards d'euros seront alloués à la défense et à l'espace, soit cinq fois plus qu'au titre du CFP actuel**. Nous soutiendrons nos États membres, qui se sont engagés à augmenter considérablement leurs dépenses en matière de défense et, dans le même temps, nous renforcerons notre base industrielle et nos capacités en matière de défense.

En outre, le programme de renommée mondiale **Horizon Europe** sera renforcé afin qu'il continue d'investir dans la recherche collaborative et d'avant-garde. Il promouvra notre **stratégie «Choisir l'Europe»** et soutiendra les jeunes pousses dans des secteurs tels que les technologies quantiques, les biotechnologies et les technologies propres.

Parallèlement, le nouveau **programme «Marché unique et douane»** permettra d'améliorer encore le fonctionnement du marché unique, y compris sa dimension extérieure, donnant ainsi aux citoyens, aux consommateurs et aux entreprises les moyens de tirer pleinement parti des avantages du marché unique.



© National Film Centre of Latvia, 2025

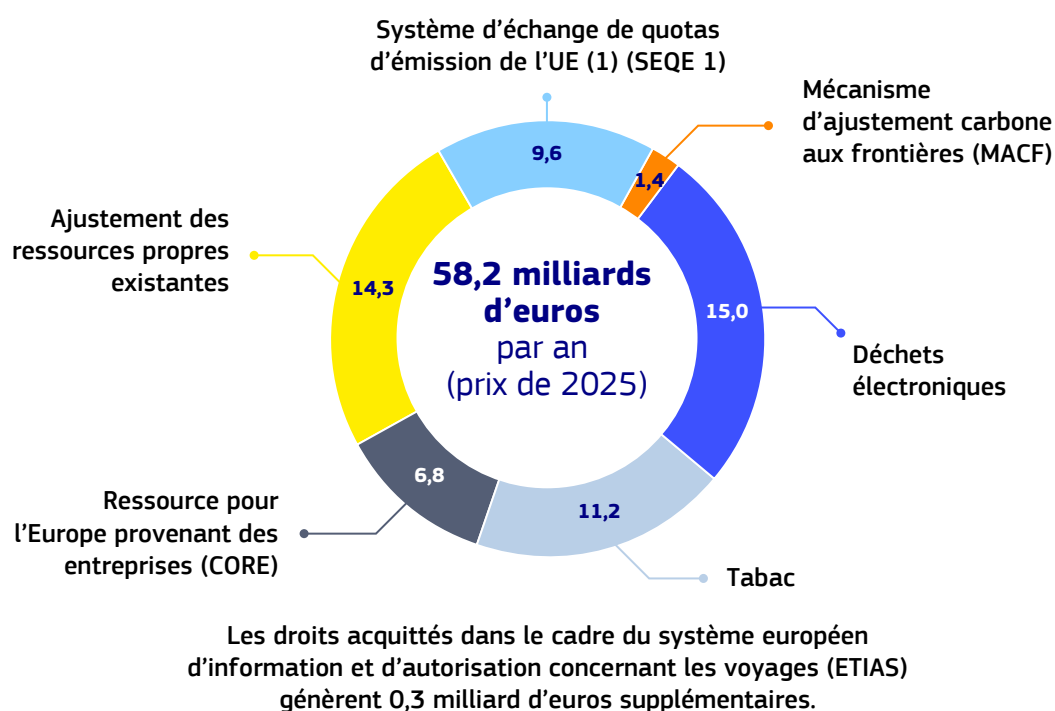
Nous constatons également que les crises sont désormais la norme. Nous devons nous tenir prêts à agir rapidement et efficacement lorsqu'elles frapperont. À cette fin, le nouveau budget permettra de renforcer notre **union de la préparation** grâce à un nouveau **mécanisme de protection civile de l'Union** qui combine les actions de l'UE en matière de protection civile et de préparation aux situations d'urgence sanitaire. En outre, un mécanisme de crise permettra d'allouer **400 milliards d'euros de prêts** aux États membres afin qu'ils puissent réagir aux situations d'urgence qui ne manqueront pas de se produire.

Le nouveau CFP renforcera le rôle de premier plan de l'UE à l'échelle mondiale. Dans un monde de plus en plus dangereux et compétitif, l'Europe doit rester mobilisée afin de **préservier nos intérêts et de défendre un ordre international fondé sur des règles**. L'instrument «Europe dans le monde», doté de 200 milliards d'euros, nous permettra de renforcer la stratégie «Global Gateway» en bâtissant des partenariats stratégiques plus forts, ainsi que d'accompagner et de soutenir les pays candidats sur la voie de leur adhésion à l'Union.

En outre, nous réservons **100 milliards d'euros à l'Ukraine**, afin de favoriser son redressement et de soutenir ce pays sur la voie de son adhésion à l'Union. Dans le même temps, notre budget renforce notre position de **principal pourvoyeur d'aide publique au développement et d'aide humanitaire**.

Afin de financer ces actions et de garantir l'indépendance européenne, nous avons besoin de sources de financement adéquates. Il n'existe que deux manières de financer le budget européen: les contributions nationales et les ressources propres. Tout en souhaitant que les contributions nationales restent stables, nous devons aussi rembourser nos emprunts conjoints contractés dans le cadre de NextGenerationEU. Dans cette optique, nous avons proposé de créer **cinq nouvelles ressources propres** ainsi que d'apporter certaines modifications aux ressources déjà existantes. La combinaison de ces ressources permettra de générer jusqu'à **58,5 milliards d'euros chaque année**.

NOUVELLES RESSOURCES PROPRES



Tous les montants sont exprimés en milliards d'euros



Les citoyens sont au cœur de nos démocraties. C'est pourquoi la Commission a pris des initiatives pour associer davantage les citoyens à l'élaboration des politiques de l'UE, notamment par l'intermédiaire des **panels de citoyens européens**. Au printemps, le sixième panel de citoyens a réuni 150 personnes originaires de tous les États membres et sélectionnées de manière aléatoire, afin d'échanger sur l'avenir du budget de l'UE, sur les modalités d'utilisation des ressources et sur l'affectation de celles-ci. Les participants ont présenté **23 recommandations** dont la Commission s'est inspirée en élaborant la proposition de nouveau CFP.

Les membres du collège ont organisé **26 dialogues sur la politique en faveur de la jeunesse**, à l'occasion desquels des citoyens âgés de 16 à 30 ans ont pu débattre de leurs intérêts et priorités concernant l'UE.

Notre action continue de protéger et de cultiver la démocratie et l'état de droit et de donner aux citoyens les moyens d'agir.





© Union européenne, 2025

La politique de la Commission en matière de réutilisation de l'information est mise en œuvre par la décision 2011/833/UE de la Commission du 12 décembre 2011 relative à la réutilisation des documents de la Commission (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39, ELI: <http://data.europa.eu/eli/dec/2011/833/oj>).

Sauf mention contraire, la réutilisation du présent document est autorisée dans le cadre de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY 4.0) (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>). Cela signifie que la réutilisation est autorisée moyennant citation appropriée de la source et indication de toute modification.

Pour toute utilisation ou reproduction d'éléments qui ne sont pas la propriété de l'Union européenne, il peut être nécessaire de demander l'autorisation directement auprès des titulaires de droits respectifs.

CRÉDITS

Toutes les photos © Union européenne, sauf mention contraire